JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

SÉNAT

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DU SENAT : FRANCE ET OUTRE-MER : 16 F ; ETRANGER : 24 F

(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT

ET

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

QUESTIONS ÉCRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT

Application des articles 74 et 75 du règlement, ainsi conçus :

« Art. 74. — Tout sénateur qui désire poser une question écrite au Gouvernement en remet le texte au président du Sénat, qui le communique au Gouvernement.

« Les questions écrites doivent être sommairement rédigées et ne contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ; elles ne peuvent être posées que par un seul sénateur et à un seul ministre.

« Art. 75. — Les questions écrites sont publiées durant les sessions et hors sessions au Journal officiel ; dans le mois qui suit cette publication, les réponses des ministres doivent également y être publiées.

« Les ministres ont toutefois la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse ; ce délai supplémentaire ne peut excéder un mois.

« Toute question écrite à laquelle il n'a pas été répondu dans les délais prévus ci-dessus est convertie en question orale si son auteur le demande. Elle prend rang au rôle des questions orales à la date de cette demande de conversion. »

Fiscalité : dépenses de ravalement.

11026. — 19 janvier 1972. — M. Lucien Perdereau demande à M. le ministre de l'économie et des finances si la déduction des dépenses de ravalement qui ne peuvent être admises qu'une seule

fois ne pourrait être reportée sur une année où les intérêts ne seraient plus imputables, puisqu'il y a une double limitation : d'une part, les dix premières annuités, d'autre part, une seule fois pour un même immeuble, tout en restant dans la limite des déductions prévues par l'article 156-II (1^o) du code général des impôts.

Fiscalité des sociétés : dissolution et dévolution de biens.

11027. — 19 janvier 1972. — M. Lucien Perdereau expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'article 12 de la loi de finances rectificative pour 1969 (n° 69-1160 du 24 décembre 1969) accorde aux sociétés civiles immobilières ne poursuivant pas un but lucratif la possibilité, à condition d'y avoir été préalablement autorisées par arrêté interministériel, de décider leur dissolution et la dévolution de leur actif à l'un des régimes définis par les articles 1^{er} à 21 de la loi du 1^{er} juillet 1901 ou par les articles 18 à 24 de la loi du 9 décembre 1905. Ces opérations ne donnent lieu à aucun autre impôt ou taxe que la perception, lors de l'enregistrement des actes le constatant, du droit fixe de 150 francs prévu à l'article 672 du code général des impôts. Il lui demande de vouloir bien lui préciser si, par analogie, une association de la loi de 1901 bénéficierait des mêmes avantages, au cas où, pour une meilleure administration, elle déciderait de répartir une partie de ses immeubles à d'autres associations poursuivant les mêmes buts charitables.

Sauvegarde des bois de l'Hautil.

11028. — 19 janvier 1972. — M. Fernand Chatelain attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, sur le fait qu'une société a obtenu l'autorisation d'organiser une décharge

industrielle dans les bois de l'Hautil, qui, sur les départements des Yvelines et du Val-d'Oise, constituent une zone boisée et touristique très fréquentée. Malgré l'avis défavorable des communes intéressées : Andrézy, Boisemont, Courdimanche, Evécquemont, Jouy-le-Moutier, Maurecourt, Menucourt, Tessancourt, Triel-sur-Seine et Vaux-sur-Seine, cette société a entrepris la construction d'une route nécessitant un déboisement important. Il lui demande s'il estime compatible avec la protection des espaces boisés l'organisation d'une décharge de déchets industriels dans le massif de l'Hautil et s'il n'entend pas, comme le réclament les maires desdites communes touchant au massif de l'Hautil constituées en conférence intercommunale, annuler l'arrêté préfectoral du 27 juillet 1971 de M. le préfet des Yvelines et ainsi préserver ce site fréquenté par de nombreux habitants de la région parisienne.

Fiscalité : patentes.

11029. — 20 janvier 1972. — **M. Jean Francou** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'aux termes du « tarif des professions imposables », doit être imposé à la contribution des patentes, en qualité de « loueur de fonds de commerce », celui qui « monte, achète ou prend en location un fonds de commerce ou une usine en vue d'en tirer parti en les louant ou en les sous-louant ». Il lui demande de bien vouloir lui confirmer qu'eu égard au texte ci-dessus rappelé : ne doit effectivement pas être imposé à la contribution des patentes le commerçant qui, après avoir personnellement exploité son fonds pendant de très nombreuses années, en confie la gestion à une S. A. R. L. de famille dans laquelle il occupe la position d'associé minoritaire, étant observé que, compte tenu de la longue période d'exploitation personnelle, ledit commerçant n'a pas monté son fonds de commerce pour « en tirer parti en le louant ».

Médecins conventionnés : avantages fiscaux.

11030. — 20 janvier 1972. — **M. Jean Francou** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** de bien vouloir lui confirmer que les avantages fiscaux accordés aux médecins conventionnés et rappelés dans la lettre du 28 octobre 1971 au président de la confédération des syndicats médicaux français sont bien applicables à un médecin biologiste dirigeant un laboratoire d'analyses médicales conventionné.

Collectivités locales : détachement de personnel.

11031. — 20 janvier 1972. — **M. Edouard Bonnefous** demande à **M. le ministre de l'intérieur** si un agent titulaire, tributaire du statut général du personnel des collectivités locales, peut bénéficier de la procédure de détachement prévue à l'article 10 du décret n° 62-544 du 5 mai 1962 (a et b) pour assumer une fonction auprès d'une communauté urbaine ou un syndicat de communes.

H. L. M. à usage locatif : montant des prêts.

11032. — 20 janvier 1972. — **M. Louis Courroy** signale à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que les arrêtés interministériels des 16, 17 et 19 juillet 1971 modifiant les prix limites et le montant des prêts concernant les H. L. M. à usage locatif ont paru au *Journal officiel* du 25 juillet 1971. Il indique qu'au titre du programme 1971, les opérations, dont les dossiers ont été établis et déposés antérieurement aux arrêtés précités, calculées suivant les arrêtés interministériels des 15, 16, 17 et 18 novembre 1970, et dont les décisions de financement sont datées après le 25 juillet 1971, bénéficient d'un financement conforme au dernier texte paru, en application de l'article 5-1 de l'arrêté du 17 juillet 1971, lequel prévoit qu'il est « applicable aux opérations faisant l'objet d'une première décision de financement postérieurement à sa publication ». Il lui demande si un office d'H. L. M. qui reçoit après le 25 juillet 1971 des décisions de financement d'opération du programme 1971, établies et déposées comme indiqué ci-dessus, est, fondé à bénéficier des nouvelles conditions financières et ce, dans la limite du prix de revient admis.

Entreprise : augmentation des salaires.

11033. — 20 janvier 1972. — **M. Guy Schmaus** appelle l'attention de **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** sur les décisions prises par le patron d'une entreprise située à Asnières (92), 121, quai du Docteur-Dervaux. En effet, l'augmentation de 5 p. 100 des salaires du personnel, prévue par un accord passé en 1971,

est divisée en deux parties : 2 p. 100 sont destinés à l'augmentation des salaires proprement dits et 3 p. 100 sont attribués sous forme de prime d'assiduité assortie de restrictions précises. Ainsi, tout arrêt pour maladie, accident du travail ou grève fera perdre aux travailleurs le bénéfice de cette prime. De telles dispositions pénalisent injustement le salarié qui aura contracté une maladie à son travail, et en outre, et c'est le plus grave, il est porté atteinte au droit de grève. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour que la direction de cette entreprise destine aux salaires proprement dits l'intégralité de l'augmentation de 5 p. 100.

Personnel : décompte de l'ancienneté de service.

11034. — 21 janvier 1972. — **M. Edouard Soldani** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les jeunes gens effectuant leur service militaire dans l'enseignement au titre de la coopération, accomplissent actuellement un service national correspondant à deux années scolaires. Le temps excédentaire qu'ils effectuent ainsi n'est pas pris en compte pour le calcul de l'ancienneté nécessaire à leur titularisation lorsqu'ils se destinent à une carrière de l'enseignement. Il lui demande si une telle anomalie ne lui paraît pas devoir être corrigée, compte tenu notamment du fait que les intéressés bénéficient dans tous les domaines d'un statut civil dès lors qu'ils ont achevé leur temps légal de service national.

Mutualité sociale agricole : régime des prêts.

11035. — 21 janvier 1972. — **M. Louis Namy** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que les nouvelles dispositions du décret n° 71-550 du 21 juin 1971, concernant la gestion financière des caisses de mutualité sociale agricole, excluent, à partir du 1^{er} janvier 1972, les familles allocataires agricoles de revenus très modestes, du bénéfice possible de prêts complémentaires pour le financement de la construction d'un logement familial, jusqu'ici prélevés sur la dotation d'action sanitaire et sociale ; il souligne que ces dispositions qui créent une situation défavorable pour les familles agricoles, par rapport aux salariés des autres secteurs d'activité, sont vivement contestées par les conseils d'administration des caisses de mutualité sociale agricole. Il lui demande de bien vouloir lui donner les raisons des modifications restrictives apportées par le décret susvisé, concernant ces prêts et si, compte tenu des protestations qu'il soulève parmi les allocataires agricoles, il n'envisage pas de revenir aux dispositions permettant à ces familles de bénéficier des prêts qui leur étaient accordés jusqu'à présent dans le cadre de l'action sociale des caisses de mutualité sociale agricole.

Procédure de concertation dans la fonction publique.

11036. — 21 janvier 1972. — **M. Maurice Coutrot** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** les raisons pour lesquelles il a cru pouvoir saisir le conseil supérieur de la fonction publique les 4 et 10 novembre 1971 de quatre projets de statuts relatifs aux corps des professeurs agrégés, des professeurs certifiés, des charges d'enseignement et des adjoints d'enseignement, sans en avoir au préalable donné connaissance aux organisations syndicales intéressées. Il lui rappelle à ce sujet les dispositions de l'instruction du 14 novembre 1970 relative à l'exercice des droits syndicaux dans la fonction publique (*Journal officiel* du 19 septembre 1970) selon laquelle : « Le Gouvernement donne un grand prix au dialogue qui doit exister de façon permanente et à tous les niveaux, au sein même des administrations et des services, entre les représentants de l'Etat et ceux des agents. Il considère que les organisations syndicales constituent vis-à-vis des pouvoirs publics, la voie naturelle de représentation des personnels de l'Etat ». En conséquence, il lui demande les motifs qui l'ont amené à refuser la consultation des organisations syndicales intéressées.

Attribution de l'allocation en faveur des orphelins.

11037. — 22 janvier 1972. — **M. Pierre Giraud** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que l'article 1^{er} du titre I^{er} du décret n° 71-504 du 29 juin 1971 (création d'une allocation en faveur des orphelins) mentionne : « Pour l'application de l'article L. 543-5 du code de la sécurité sociale, sont assimilés aux enfants dont la filiation légitime ou naturelle est établie les enfants qui ont fait l'objet d'une adoption plénière », ce qui établit une discrimination anormale à l'égard des enfants tributaires d'une adoption simple. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre afin de mettre fin à cette anomalie touchant des cas particulièrement dignes d'intérêt.

*Personnel des caisses de retraite des artisans
et des commerçants et industriels.*

11038. — 25 janvier 1972. — **M. Yvon Coudé du Foresto** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** quels apaisements il peut donner aux craintes manifestées par les agents, personnel d'exécution, d'encadrement et de direction qui travaillent dans les caisses de bases ou nationales s'occupant actuellement des régimes de retraite des artisans et des commerçants et industriels. Ce personnel important, puisqu'il compte près de 4.000 salariés, redoute que les différents projets en cours d'études n'amènent à une réduction très sensible du nombre des emplois d'où l'impossibilité, pour ceux de ces salariés qui ont atteint un certain âge, de pouvoir se reclasser. Il paraît indispensable que ces projets tiennent compte de cette situation et prévoient ce reclassement. En conséquence, il lui demande s'il compte déposer rapidement un projet et si ce projet prévoira le reclassement.

Collectivités locales : responsabilité des services techniques de l'Etat.

11039. — 26 janvier 1972. — **M. Henri Caillavet** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que les services techniques de l'Etat lorsqu'ils se substituent aux services techniques d'une collectivité locale pour la réalisation de certains ouvrages ne sont pas soumis à la responsabilité pécuniaire et décennale, établie par les articles 1792 et 2270 du code civil, en application de l'article 4 de l'arrêté interministériel du 7 mars 1949 qui prévoit pour la collectivité locale intéressée la renonciation à l'exercice de la responsabilité précitée. Il apparaît anormal qu'un service technique de l'Etat n'assume pas envers la collectivité locale maître d'œuvre la responsabilité de son intervention et, en conséquence, il lui demande s'il ne serait pas opportun que soient modifiées les dispositions de l'article 4 imposant la renonciation à l'exercice de la responsabilité établie par le code civil.

Collectivités locales : emprunts pour constructions scolaires.

11040. — 26 janvier 1972. — **M. Henri Caillavet** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** la réponse faite à sa question n° 10837 (*Journal officiel* du 20 décembre 1971) relative aux charges d'emprunts pour constructions scolaires supportées par les collectivités locales. Il lui demande si le Gouvernement ne s'opposerait pas au dépôt et au vote d'une proposition de loi qui aurait pour but de lui donner la possibilité d'accorder une subvention aux collectivités locales qui se trouvent dans la situation évoquée par le texte de la question n° 10837 du 9 novembre 1971.

Industriels du Sud-Ouest : fourniture de gaz de Lacq.

11041. — 26 janvier 1972. — **M. Jean-François Pintat** expose à **M. le ministre du développement industriel et scientifique** que depuis quelques années la consommation de gaz naturel ayant fortement augmenté en France, d'importantes restrictions sur la consommation ont été édictées par les distributeurs pour les années 1972 à 1974 et peut-être jusqu'en 1976 par suite de la rupture de l'équilibre des approvisionnements, sur instruction des autorités de tutelle. C'est ainsi qu'à l'heure actuelle, plusieurs industriels importants qui désirent implanter des usines en Aquitaine, se sont vus refuser l'attribution de gaz naturel par les distributeurs en vertu de ces instructions. Il lui demande : 1° si le gaz naturel de Lacq qui, à l'origine, devait par priorité alimenter le développement industriel du Sud-Ouest va être rendu à ses utilisateurs normaux et si les industriels de la région qui en font la demande vont pouvoir être servi en priorité ; 2° si les dirigeants de la politique gazière française ne pourraient accélérer les pourparlers pour procurer à la France des sources de gaz naturel extra-métropolitaines. D'importantes disponibilités de gaz naturel existent en Hollande, en U. R. S. S., en Mer du Nord, etc. ; 3° si les centrales E. D. F. de Montereau et d'Artix ne pourraient être équipées au fuel pour libérer des disponibilités importantes en gaz naturel.

Règles d'accès aux fonctions de principal de C. E. S.

11042. — 26 janvier 1972. — **M. Robert Schwint** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les problèmes posés par la transformation de collèges d'enseignement général (C. E. G.) en collèges d'enseignement secondaire (C. E. S.). Il arrive fréquemment qu'un C. E. G. ait atteint la taille lui permettant de devenir C. E. S. parce que le dévouement du directeur (souvent fondateur) et de l'équipe pédagogique a entraîné un large recrutement d'élèves.

Les règles de désignation des principaux de C. E. S. font que dans nombre de cas, le directeur du C. E. G. doit quitter la tête de l'établissement lors de la création du C. E. S. ce qui est souvent mal compris par les familles de parents d'élèves, et par les élus locaux. Il lui demande si dans l'intérêt du service, il n'envisage pas d'accorder des dérogations aux règles fixant l'accès aux fonctions de principal de C. E. S., dérogations permettant aux directeurs de C. E. G. transformé de rester à la tête de leur établissement lorsque l'exercice des fonctions de directeur de C. E. G. dans cet établissement pendant les 5 années précédant sa transformation en C. E. S. atteste la continuité et l'efficacité du travail pédagogique et administratif.

Centres de formation des P. E. G. C.

11043. — 26 janvier 1972. — **M. Robert Schwint** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les modalités de l'entrée dans les centres de formation de professeurs d'enseignement général des collèges (P. E. G. C.) annexés aux écoles normales. Le texte de référence (arrêté du 20 août 1970, B. O. E. N. n° 39 du 15 octobre 1970) permet aux instituteurs titulaires remplissant les conditions d'ancienneté requises d'être candidats, même s'ils sont licenciés. Par contre, il prévoit que les candidats de la troisième catégorie (étudiants) doivent prouver un niveau égal à la première année du diplôme universitaire d'études littéraires (D. U. E. L.) ou du diplôme universitaire d'études scientifiques (D. U. E. S.) et fixe en matière de titres une limite supérieure en indiquant qu'« exceptionnellement pourront être acceptés les candidats possédant le D. U. E. L. ou le D. U. E. S. complet ». De ce fait, sont rejetées les candidatures de licenciés complets qui, parfois, sont maîtres auxiliaires en collège d'enseignement général ou instituteurs remplaçants en classes de transition. Or, le document adressé par le ministre aux présidents d'universités le 2 décembre 1971 au sujet des projets de formation des maîtres, précise page 29 : « Il est inexact de dire que ces corps (ceux des instituteurs, des P. E. G. C. et des P. E. G. C. de collèges d'enseignement technique) sont fermés aux licenciés », affirmation qui est en contradiction avec les termes de l'arrêté du 20 août 1970. Le même document ajoute, ce qui est exact, que « rien n'interdit aux licenciés de devenir instituteurs remplaçants et d'avoir accès à la titularisation dans les conditions ordinaires ». Il lui demande s'il n'entend pas mettre un terme à la contradiction ci-dessus signalée et s'il n'est pas souhaitable de sortir d'une situation paradoxale qui permet à un licencié d'entrer dans l'enseignement primaire, mais qui lui interdit d'être candidat à l'entrée dans les centres de formation de P. E. G. C., même s'il est maître auxiliaire dans un collège d'enseignement général.

*Directeurs d'études des centres régionaux
de formation des P. E. G. C.*

11044. — 26 janvier 1972. — **M. Robert Schwint** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des directeurs d'études des centres régionaux de formation de professeurs d'enseignement général des collèges (P. E. G. C.). Les conditions de travail des directeurs d'études ont été fixées en 1961 (circulaire du 31 mars 1961) ; or, la formation des P. E. G. C. est passée de bac plus 1 en 1960 à bac plus 3 en 1968. La circulaire du 4 février 1969 a certes décidé que chaque heure d'enseignement serait comptée pour une heure quinze : or, les cours des centres, se faisant pour l'essentiel en fonction d'options, découlant de la bivalence du certificat d'aptitude pédagogique des collèges d'enseignement général (C. A. P. C. E. G.), cette mesure n'a entraîné que peu de conséquences pratiques. La détérioration des conditions de travail a entraîné une évasion d'autant plus dommageable que la continuité de l'équipe pédagogique est particulièrement utile dans le secteur de la formation des maîtres (ainsi, à Besançon, sur cinq directeurs d'études en place en 1964, quatre ont quitté le centre pour l'enseignement supérieur ou une autre branche d'enseignement de 1964 à 1969). Alors que personne ne conteste l'efficacité des centres régionaux de formation de P. E. G. C., il lui demande s'il n'envisage pas d'étendre aux directeurs de C. R. - C. E. G. le bénéfice des mesures régissant le service des classes préparatoires aux grandes écoles.

Spoliés du Maroc : paiement de l'indemnité.

11045. — 26 janvier 1972. — **M. Francis Palmero** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** qu'à la suite des accords conclus avec le Maroc en 1964 et 1965 le paiement des matériels, cheptels et stocks saisis sur les terres nationalisées a été soldé à la France en juillet 1971 et lui demande si les Français spoliés recevront bientôt l'indemnité qui leur est due et par quelle voie.

Année internationale du livre : programme.

11046. — 26 janvier 1972. — **M. Francis Palmero** demande à **M. le ministre des affaires culturelles** de vouloir bien lui faire connaître le programme de promotion établi en faveur de l'année internationale du livre, ouverte depuis le 1^{er} janvier 1972 et dont la France avait soutenu l'initiative auprès de l'Unesco.

Conseillers généraux : indemnité pour frais de mandat.

11047. — 26 janvier 1972. — **M. Francis Palmero** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que l'article 10 du règlement intérieur type des conseillers généraux publié en annexe à la circulaire intérieure n° 511 du 1^{er} octobre 1964 prévoit que l'assemblée départementale peut accorder à ses membres des indemnités pour les frais qu'ils supportent pour l'exercice de leur mandat, et notamment en matière de correspondance et de téléphone, et lui demande de vouloir bien lui indiquer quel est le montant admis pour cette indemnité forfaitaire.

Recrutement des maîtres : modalités des concours.

11048. — 27 janvier 1972. — **M. Pierre Giraud** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** de fixer en temps utile toutes les modalités des concours envisagés à l'issue du diplôme universitaire d'études littéraires (D. U. E. L.) ou du diplôme universitaire d'études scientifiques (D. U. E. S.) pour le recrutement des maîtres, ceci pour éviter aux jeunes candidats d'être pris à contre-pied ou de perdre du temps dans leur scolarité.

Disciplines confiées aux professeurs d'histoire et de géographie.

11049. — 27 janvier 1972. — **M. Pierre Giraud** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale**, compte tenu de la doctrine acceptée sur l'existence d'un bloc histoire-géographie-initiation à la vie politique, économique et sociale, comment il compte assurer, dans les faits que toutes les heures d'enseignement relatives à ces disciplines soient confiées à des professeurs d'histoire et de géographie, y compris les délégués rectoraux, ceci à tous les niveaux et dans tous les établissements du second degré, et en particulier pour l'académie de Paris.

Situation des inspecteurs départementaux.

11050. — 27 janvier 1972. — **M. Joseph Raybaud** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur le déclassement indiciaire et la dégradation des conditions de travail des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale. Ceux-ci ne peuvent plus actuellement faire face à leurs tâches multiples et lourdes, notamment celles qui leur incombent en matière de formation professionnelle et d'animation pédagogique. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour améliorer les conditions matérielles et morales de l'activité du corps des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale.

Service d'orientation scolaire et professionnelle : statut.

11051. — 27 janvier 1972. — **M. Joseph Raybaud** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** à quelle date il sera procédé à la publication du statut des personnels des services d'orientation scolaire et professionnelle.

Collectivités locales : fourniture de dossiers aux candidats adjudicataires.

11052. — 27 janvier 1972. — **M. Jean Bertaud** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il est bien exact que des instructions aient été données aux différents ministères pour que dorénavant ce soit les administrations d'Etat, des départements et des communes qui prennent à leur charge exclusive les frais de constitution des dossiers destinés aux candidats adjudicataires intéressés par les projets les plus divers. S'il en est bien ainsi, l'auteur de la question croit devoir attirer l'attention sur les conséquences financières qu'une pareille décision peut avoir notamment pour les communes. Nul n'ignore en effet qu'en l'état actuel de la question, seules les entreprises réellement intéressées par les travaux projetés et susceptibles d'être agréées prenaient leurs dispositions pour se procurer la documentation qui leur est indispensable. Avec la nouvelle procédure, on peut craindre que, la fourniture des dossiers étant gratuite, le nombre des demandeurs ne devienne

excessif, ce qui obligera la collectivité intéressée à des dépenses d'autant plus grandes, en matériel et en personnel, qu'il s'agira de la réalisation de projets importants. Il lui demande si, dans ces conditions, il n'y aurait pas lieu de revenir au *statu quo ante*.

Enseignement technique : Paris.

11053. — 28 janvier 1972. — **M. Georges Cogniot** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation aberrante qui est celle de l'enseignement technique à Paris. Dans cette ville, les écoles publiques de l'enseignement technique accueillent 42.500 élèves, mais les écoles privées ont un effectif de 22.000 élèves, soit un tiers de la population scolaire globale. Il y a presque autant d'établissements privés que d'établissements publics, et dix-neuf des établissements privés sont sous contrat. Il résulte de ces chiffres que : 1° l'enseignement public ne dispose pas du nombre d'établissements et du personnel d'encadrement nécessaires ; 2° que, probablement, l'enseignement public n'est pas adapté aux besoins, puisqu'un tiers de la population concernée est amenée à payer — et quelquefois à payer des redevances très élevées — pour bénéficier d'une formation. En fait, il est notoire que certaines préparations ne peuvent pas être assurées dans les établissements publics. Il lui demande quelles mesures sont prises en considération pour corriger le retard et donner à la ville de Paris un enseignement technique public doté des moyens dont il a besoin, et quand la correction de la déplorable situation actuelle pourra débuter.

Scolarisation : deuxième cycle.

11054. — 28 janvier 1972. — **M. Georges Cogniot** signale à **M. le ministre de l'éducation nationale** l'importance de la proportion de la jeunesse parisienne non scolarisée dans le deuxième cycle : 32,4 p. 100 d'après les documents officiels. Il ajoute que la carte scolaire rectorale « Horizon 1975 » assigne à l'enseignement court 40 p. 100 de la jeunesse scolarisable. Il constate que, de toute façon, les constructions scolaires sont considérablement en retard à Paris, à telles enseignes que le ministère est saisi depuis plus de dix ans du dossier de construction de la nouvelle école de photo-cinéma appelée à remplacer le lycée technique de la rue de Vaugirard et que, pour le technique court, une seule opération, la reconstruction du collège d'enseignement technique (G. E. T.) de la rue Clavel, est prévue au VI^e Plan sans toutefois être assurée. Il lui demande si toutes ces données apparaissent compatibles avec le développement culturel souhaitable et le relèvement du niveau d'instruction générale et professionnelle de la capitale et, dans la négative, ce qui est prévu pour y remédier.

Personnel : indemnités pour intérim.

11055. — 28 janvier 1972. — **M. Georges Cogniot** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que la circulaire ministérielle du 13 mars 1969, prise en application du décret n° 66-920 du 6 décembre 1966, précise : « Le fonctionnaire désigné pour assurer l'intérim d'un sous-directeur de collège d'enseignement secondaire (C. E. S.) a droit à l'indemnité fixée à l'article 10 du décret du 6 décembre 1966, au double de cette indemnité s'il s'agit de l'intérim d'un principal de C. E. S. ». D'autre part, l'article 11 du décret n° 71-847 du 13 octobre 1971 indique « qu'un fonctionnaire bénéficiant, au titre des fonctions dont il est titulaire, d'une bonification indiciaire et assurant régulièrement un intérim ne peut percevoir l'intégralité de l'indemnité d'intérim que s'il cumule ses fonctions avec celles du fonctionnaire qu'il remplace. Dans le cas contraire, il ne perçoit que 50 p. 100 de l'indemnité d'intérim ». Compte tenu de ces dernières dispositions et des taux fixés par l'arrêté ministériel du 9 novembre 1971, un directeur de collège d'enseignement général (C. E. G.) abandonnant ses fonctions pour assurer l'intérim d'un principal de C. E. S. devrait percevoir une indemnité de charges administratives de 600 francs pour un C. E. S. de 1^{re} catégorie, de 800 francs pour un C. E. S. de 2^e catégorie, alors que les instructions en vigueur lui accordaient jusqu'ici une indemnité fixée respectivement à 1.200 francs et 1.600 francs. Il lui demande s'il n'apparaît pas possible, pour éviter de donner un effet rétroactif à des dispositions restrictives, de conserver à ces fonctionnaires le bénéfice du régime en vigueur au moment où ils ont été chargés de l'intérim, l'application stricte du nouveau régime ayant de toute évidence un caractère vexatoire et abusif.

Indices des inspecteurs départementaux.

11056. — 28 janvier 1972. — **M. Georges Cogniot** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les inspectrices et les inspecteurs départementaux de l'éducation nationale protestent avec raison contre leur déclassement indiciaire, qu'aucune mesure n'est venue corriger dans le budget de 1972, et contre la dégradation de leurs conditions de travail : faute d'une aide administrative qualifiée, ils

ne peuvent plus faire face à leurs multiples et lourdes tâches, et notamment aux missions, prioritaires et urgentes, qui concernent la formation professionnelle et l'animation pédagogique. Il lui demande si des mesures immédiates sont prévues pour améliorer leur situation matérielle et morale, mesures qu'ils ont déjà maintes fois exposées, notamment dans leur « plan pluriannuel » présenté il y a dix-huit mois, en juillet 1970.

Voie express rive gauche.

11057. — 28 janvier 1972. — **M. Georges Cogniot** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que le projet d'aménagement de la voie express rive gauche, dont l'utilité de principe et l'urgence ne sont pas contestées, appelle, pour sa partie centrale située entre le pont Sully et le quai d'Orsay, les réserves et les critiques les plus sérieuses. En effet, les conséquences les plus graves de cet aménagement seraient les suivantes : 1° une circulation automobile continue et visible sera établie (sauf sur deux courtes sections) tout au long et au bord de la Seine, au droit de l'île Saint-Louis, puis de l'île de la Cité, puis de la façade du Louvre. Cette circulation portera une atteinte particulièrement grave au site dans la partie Ouest du petit bras de Seine, et au débouché du Pont-Neuf, à la vue et à très faible distance du jardin du Vert-Galant ; 2° la création de la voie express rive droite avait heureusement épargné la berge Nord de la Seine entre le Pont-Neuf et le Pont-Royal, grâce à la construction d'un souterrain dans le quai. Cette section de la Seine se trouvera atteinte, elle aussi, si la voie express rive gauche est construite sur la berge Sud sans être dissimulée ; 3° le passage de la voie express sur berge dans le petit bras de Seine, entre le pont de l'Archevêché et le Pont-Neuf, réduira la largeur, déjà étroite, de ce bras. Il sera sans doute nécessaire de procéder à un rescindement partiel de la rive Sud de l'île de la Cité, au niveau du square Jean-XXIII et de la statue de Charlemagne. Déjà de nombreuses protestations ont été formulées, notamment celle du conseil de l'université Paris-VII. Il lui demande dans ces conditions si les modalités techniques du projet actuel ne devraient pas être abandonnées, le principe étant bien entendu maintenu, et de nouvelles études entreprises.

Statut des agrégés, certifiés, etc.

11058. — 28 janvier 1972. — **M. Georges Cogniot** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les projets de statut relatifs aux corps des professeurs agrégés, des professeurs certifiés, des chargés d'enseignement et des adjoints d'enseignement auraient pour effet : 1° de compromettre le niveau de formation et de recrutement des professeurs du second degré ; 2° de fragmenter, au grand désavantage des intéressés, le corps ministériel des adjoints d'enseignement en vingt-trois corps académiques ; 3° de supprimer sans compensation les quelques possibilités offertes aux maîtres auxiliaires ; 4° d'imposer aux enseignants un nouveau régime disciplinaire caractérisé par le renforcement des sanctions et la réduction des garanties disciplinaires. Par contre, ces projets n'apportent aucune réponse positive aux demandes présentées par les personnels en ce qui concerne la réforme de la formation et du recrutement des maîtres, la revalorisation de la fonction enseignante, l'amélioration des conditions d'avancement, de travail et d'emploi et la résorption de l'auxiliaariat. D'autre part, les textes des décrets correspondants ont été élaborés sans qu'à aucun moment les organisations syndicales aient eu l'occasion d'en prendre connaissance et d'assurer la représentation des personnels intéressés dans cette affaire d'une importance capitale pour eux. Cette attitude est sans précédent depuis la Libération. Il lui demande dans ces conditions s'il ne paraît pas convenable : 1° de renoncer à ces projets ; 2° de soumettre tout texte de portée statutaire, dès le stade de la préparation, à la discussion avec les organisations syndicales représentatives.

Timbre Paul Langevin.

11059. — 28 janvier 1972. — **M. Georges Cogniot** expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** que chaque année au mois de décembre est publié le programme d'émission des timbres postaux pour l'année suivante. Le programme annoncé pour 1972 comprend trente-cinq timbres. Il est à remarquer qu'aucun d'entre eux n'est à l'effigie du grand savant, du grand humaniste et du grand patriote que fut le physicien Paul Langevin, dont tous les scientifiques célèbrent cette année le centième anniversaire de la naissance. Il lui demande si, eu égard aux mérites insignes de cet homme éminent, il ne croit pas devoir ordonner l'émission hors programme d'un timbre postal destiné à honorer sa mémoire.

Collectivités locales : tarif eau potable.

11060. — 28 janvier 1972. — **M. Jean Geoffroy** demande à **M. le ministre de l'intérieur** si une commune ou un syndicat exploitant un réseau de distribution d'eau potable peut établir un tarif différent pour les redevances applicables aux habitants de la commune et celles applicables aux propriétaires de résidences secondaires.

Taxe communale de péage dans les ports maritimes.

11061. — 28 janvier 1972. — **M. Marcel Gargar** demande à **M. le ministre de l'équipement et du logement** de lui confirmer, conformément à l'article 232 du code communal, aux articles 280 à 283 du code des douanes et aux articles 30 à 33 du code des ports maritimes, si les taxes de péage des ports maritimes votées par une commune sont perçues au profit exclusif de ladite commune.

Taxe communale d'équipement.

11062. — 28 janvier 1972. — **M. Marcel Gargar** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement et du logement** sur l'opportunité et la nécessité de l'intervention d'un décret d'application pour la Guadeloupe, des dispositions du chapitre 11 du titre IV de la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967 concernant la taxe locale d'équipement.

Restauration des monuments historiques.

11063. — 1^{er} février 1972. — **M. Jacques Duclos** rappelle à **M. le ministre des affaires culturelles** que de nombreux monuments historiques, et notamment des châteaux anciens, sont dans un état de délabrement qui sert de thème à la campagne télévisée « Chefs-d'œuvre en péril ». Il lui demande : 1° si, d'après la législation en vigueur, les propriétaires de monuments historiques peuvent, pour des travaux de rénovation et de remise en état, prétendre à des subventions et, le cas échéant, déduire de leur revenu imposable les dépenses n'ayant pas été subventionnées ; 2° dans quelles conditions et à quelle date le château de Bitty situé dans la commune de Sarrazan, en Corrèze, a été classé monument historique ; 3° si, à ce titre, le propriétaire a reçu des subventions pour la restauration du château et, le cas échéant, quel a été le montant de ces subventions.

Enseignement supérieur : crédits.

11064. — 1^{er} février 1972. — **M. Georges Cogniot** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur l'écart existant actuellement entre les moyens financiers mis à la disposition des universités et la réalité des besoins. Il rappelle que le 25 janvier 2.000 enseignants et étudiants ont manifesté dans les rues de Lille contre la détresse de l'enseignement supérieur ; que le président de l'université de Picardie a annoncé qu'il ne serait pas possible pour les établissements dépendant de son autorité de terminer l'année sans se trouver en situation de cessation de paiement ; que des déclarations analogues ont été faites par les représentants autorisés de Paris-I, de Paris-X, de l'université de Provence, etc. Il lui signale combien il est difficile d'échapper à l'impression que si l'Etat se dérobe devant ses responsabilités, c'est avec l'intention précise de contraindre les universités à solliciter l'aide financière de la grande industrie régionale en acceptant du même coup sa mainmise et son contrôle. Il lui demande s'il ne paraît pas nécessaire dans ces conditions de dégager d'urgence de nouveaux crédits pour l'enseignement supérieur.

Nord : fermeture d'entreprise.

11065. — 1^{er} février 1972. — **M. Hector Viron** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire**, sur la situation d'une grande entreprise textile de la région lilloise dont la fermeture définitive a été décidée pour le 30 juin. Il apparaît que de très grandes difficultés de reclassement existent pour les 486 ouvriers et ouvrières, ainsi que pour les soixante-douze employés, cadres et techniciens encore employés. Il lui rappelle qu'il a déjà attiré son attention à plusieurs reprises sur cette situation, en particulier par voie de question orale sans débat. Or, 787 personnes restent à reclasser d'ici la fermeture et l'anxiété est grande parmi ces travailleurs car les difficultés de reclassement sont de plus en plus grandes, notamment pour le personnel féminin résidant dans le bassin minier où la crise de l'emploi féminin persiste. Devant cette situation, il le prie de bien vouloir lui indiquer : 1° les

décisions qu'il compte prendre pour qu'aucun licenciement n'ait lieu sans reclassement assuré, ce qui nécessite la recherche de solutions pratiques; 2° les dispositions qu'il envisage pour assurer une formation professionnelle en rapport avec les besoins, les mesures prises à ce jour pour le personnel de cette entreprise étant insuffisantes et pas toujours adaptées; 3° les mesures qu'il prévoit pour enrayer la crise de l'emploi féminin surtout dans le bassin minier où le pourcentage de femmes pouvant travailler est de plus en plus réduit.

Collectivités locales : nationalisation des C. E. S.

11066. — 1^{er} février 1972. — **M. Jean Colin** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que les instructions données aux préfets à l'intention de MM. les maires, afin de limiter très strictement l'augmentation des impositions locales en 1972 risquent d'être rendues inopérantes par d'importants transferts de charges obligatoires et, plus spécialement, par la nécessité de faire face aux dépenses de nouveaux collèges d'enseignement secondaire (C. E. S.) dont le fonctionnement, avant la nationalisation qui se fait attendre plusieurs années, doit être pris en compte par les communes. Il lui signale que pour certaines d'entre elles, ce seul poste sera à l'origine d'une majoration d'impositions de 10 à 15 p. 100 des impôts locaux en 1972. Il lui demande, dès lors, s'il ne lui paraît pas souhaitable, en accord avec son collègue de l'éducation nationale, d'accélérer la procédure de nationalisation des C. E. S., afin d'éviter que la politique suivie par deux départements ministériels n'entraîne des conséquences contradictoires.

Téléphone : délais de mise en service de postes.

11067. — 1^{er} février 1972. — **M. Jean Colin** expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** qu'à l'occasion de la mise en service de nouveaux centraux téléphoniques en banlieue l'information est faite de façon insuffisante, surtout lorsque, dans les cas extrêmes comme celui de Longjumeau, les candidats abonnés de la ville où se trouve le nouveau central ne sont pas raccordés, alors que toutes les demandes émanant de communes limitrophes sont satisfaites. Il lui demande, dans ces conditions, s'il ne serait pas souhaitable de prévoir une action d'information auprès des demandeurs dont le dossier reste en instance, ainsi qu'auprès des élus, et plus spécialement des maires afin que toutes les justifications sur les raisons techniques qui expliquent les délais supplémentaires soient portées à la connaissance des intéressés, qui continuent à attendre en vain la pose de leur appareil téléphonique.

Caisse de mutualité sociale agricole : régime des prêts.

11068. — 1^{er} février 1972. — **M. Jean Colin** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que le décret n° 71-550 du 21 juin 1971 concernant la gestion financière des caisses de mutualité sociale agricole a limité, de manière très stricte, les catégories de prêts pouvant être accordés par cet organisme. En particulier, ne figurent plus dans l'énumération prévue par le texte les catégories de prêts qui concernent les familles à revenu modeste sur la dotation de l'action sanitaire et sociale et destinés au financement de la construction de logements. Cette nouvelle disposition entraînant au surplus une inégalité avec les autres catégories sociales, il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas souhaitable de modifier, dans un sens plus équitable, les dispositions de l'article 7 du décret susvisé.

Téléphone : décentralisation de l'administration (région parisienne).

11069. — 1^{er} février 1972. — **M. Jean Colin** expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** que le développement considérable des secteurs de banlieue en région parisienne entraîne une situation particulièrement complexe que la direction régionale des télécommunications (extra-muros) ne peut plus maîtriser en raison de sa situation à Paris, de son gigantisme et, par là même, de son insuffisante information sur les problèmes spécifiquement locaux. Il en résulte une regrettable impression d'irresponsabilité pour les administrés et notamment les élus. Il lui demande, dès lors, si, pour tenir compte de ces éléments, il ne lui paraîtrait pas souhaitable de créer dans chaque département nouveau de la région parisienne une direction chargée des télécommunications ou si, à défaut, le directeur des postes et télécommunications de ces départements ne pourrait avoir un embryon de compétence en matière de téléphone, ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle et ce qui donne lieu à des confusions fréquentes.

Installations téléphoniques : Champlan (Essonne).

11070. — 1^{er} février 1972. — **M. Jean Colin** expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** les immenses difficultés que rencontrent les candidats à une installation téléphonique de la localité de Champlan (Essonne) pour avoir satisfaction. Il lui signale que de très nombreuses demandes remontent à peu près de cinq ans et il souhaite savoir si, compte tenu de l'ouverture récente du nouveau central téléphonique de Longjumeau, satisfaction pourra être donnée à ces demandes dans le courant de 1972.

Maladies professionnelles : cas de la polynévrite toxique.

11071. — 1^{er} février 1972. — **Mme Marie-Thérèse Goutmann** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur la situation tragique des ouvrières d'une entreprise de chaussures de la région bordelaise. En 1969, sept ouvrières de cette usine sont frappées d'un mal alors inconnu, occasionnant amaigrissement, anémie, puis paralysie des membres et des mains. Les médecins ont diagnostiqué des polynévrites toxiques, provoquées par des produits utilisés pendant le temps de travail. C'est, en effet, l'utilisation d'une colle spéciale, le Grison 85 et 1017, qui est à l'origine de cette maladie, baptisée depuis « mal de Souillac ». Les ouvrières, victimes de ce terrible mal, ne peuvent plus exercer de métier. Or, cette maladie ne figurant pas dans la liste officielle des maladies professionnelles, elles ne peuvent prétendre à aucune indemnité, même pas l'indemnité de chômage puisqu'elles n'ont pas été licenciées. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour que la polynévrite toxique, consécutive à l'utilisation du Grison 85, soit reconnue comme maladie professionnelle et pour que les travailleurs victimes de cette maladie soient indemnisés en conséquence.

Rénovation des hôpitaux parisiens.

11072. — 2 février 1972. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** de bien vouloir lui indiquer l'importance de l'enveloppe budgétaire qu'il entend consacrer à la modernisation et à la rénovation des hôpitaux parisiens dans le cadre du VI^e Plan.

Presse : tarifs postaux.

11073. — 2 février 1972. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre des postes et télécommunications** quels sont les tarifs postaux appliqués actuellement pour la distribution de la presse.

Régime fiscal des entreprises de presse.

11074. — 2 février 1972. — Afin de permettre aux parlementaires de mieux apprécier les difficultés que rencontre actuellement la presse, plus particulièrement la presse parisienne, **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** de bien vouloir lui faire connaître quel est le régime fiscal exact des entreprises de presse, notamment le montant des exonérations qui sont accordées sur les différentes taxes et impôts au profit de ces entreprises. Par ailleurs quelles sont les mesures qu'il envisage de prendre concernant la taxe sur les salaires et au sujet du prix différentiel du papier pour permettre à la presse de mieux vivre et surtout dans des conditions moins précaires.

Tirage des quotidiens parisiens : recettes de publicité.

11075. — 2 février 1972. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le Premier ministre** de bien vouloir lui faire connaître quelle était l'importance du tirage des quotidiens parisiens pour l'année 1938 et à combien s'est élevé ce tirage pour l'année 1971; d'autre part, est-il possible de chiffrer la perte de recettes de publicité subie par les entreprises de presse parisiennes depuis l'introduction de la publicité à la télévision française.

Pollution villes : moteurs autos.

11076. — 2 février 1972. — Dans le cadre de la lutte menée par ses services contre la pollution atmosphérique, **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement**, quelles décisions il envisage au sujet des moteurs d'automobiles, responsables pour une part importante de la pollution des villes.

Festivités organisées par les villes : T. V. A.

11077. — 2 février 1972. — **M. Pierre Maille** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'organisation des carnivals et festivités entraîne, dans la plupart des villes de France intéressées, des charges énormes dans le cadre en particulier et à la suite d'investissements indispensables, présupposant de solides ressources financières. Or, les risques les plus divers, notamment d'intempérie, font que l'échec ou la réussite d'un festival ou d'un carnaval sont soumis en définitive à des aléas bien imprévisibles ne permettant pas d'amortir rationnellement lesdits investissements. Par ailleurs, la préparation et l'organisation de ces fêtes impliquent une participation bénévole d'un groupe important de personnes. De plus, il faut bien noter également qu'elles procurent au tourisme et au commerce des villes une activité non négligeable. Enfin, il est bien certain que tout ceci entre parfaitement dans le cadre du développement culturel et que la jeunesse peut y trouver lors de la préparation de ces festivités les moyens d'un sain et distrayant délassement. C'est pourquoi, il lui demande de bien vouloir faire bénéficier les spectacles de carnaval ou autres similaires, actuellement assujettis à la T. V. A., au taux intermédiaire de 17,60 p. 100, des dispositions de la loi de finances du 21 décembre 1970 (n° 70-1199) ramenant au taux réduit l'imposition frappant les foires, salons et expositions autorisées.

Accidents du travail : régime en agriculture.

11078. — 2 février 1972. — **M. Pierre Maille** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que dans le régime général de sécurité sociale, il est effectivement tenu compte, en cas d'accident au service d'une entreprise assujettie au régime général, de tous les salaires ou gains perçus pour la période de référence ; à cet égard sont visés non seulement les salaires perçus au titre de cette entreprise mais également ceux ayant pu être versés par une société ou entreprise soumise au régime agricole ; les indemnités journalières sont calculées par la caisse primaire en fonction de l'ensemble de ces salaires ou gains pendant le mois antérieur à la date de l'arrêt de travail. Il en est malheureusement autrement dans le régime agricole. En effet, l'article 1164 du code rural et la jurisprudence qui l'a interprété ne prévoient pas la prise en charge des salaires gagnés chez un autre employeur que l'employeur agricole pendant la période de référence. Pour le calcul des indemnités journalières, au cas de pluralité d'employeurs, ladite jurisprudence rendue sur l'interprétation de l'article précité, seule application en l'espèce, considère que les journées effectives de travail à prendre en considération sont uniquement celles qui ont été accomplies au profit de l'entreprise dans laquelle s'est produit l'accident. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir examiner avec une attention toute particulière les raisons exactes de cette injuste disparité pour y porter, dès que possible, le remède nécessaire et souhaitable.

Droit de préemption.

11079. — 2 février 1972. — **M. Félix Ciccolini** expose à **M. le ministre de la justice** qu'en application de l'article 7 du décret n° 62-1235 du 20 octobre 1962 modifié par l'article 6 du décret n° 69-611 du 13 juin 1969, les opérations prévues au paragraphe IV de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, bien que ne pouvant faire l'objet du droit de préemption de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (S. A. F. E. R.), doivent être portées à la connaissance de cette société ; il lui demande s'il est nécessaire, dans ce cas, que le vendeur ou la personne chargée de la vente porte à la connaissance de la S. A. F. E. R. le montant du prix de l'aliénation projetée bien que le droit de préemption soit exclu.

Carte scolaire de l'enseignement agricole.

11080. — 2 février 1972. — **M. René Tinant** exprime son inquiétude auprès de **M. le ministre de l'agriculture** au sujet des directives données concernant l'établissement de la carte scolaire de l'enseignement agricole qui ne semble concerner que l'enseignement technique agricole et qui oublie, notamment, un domaine important de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 : « une formation professionnelle agricole associée à une formation générale soit d'une façon permanente, soit selon un rythme approprié ». Il lui rappelle que, lors du vote de cette loi, le Parlement avait adopté un amendement précisant que l'enseignement agricole s'adressait aux adolescents des deux sexes, rejetant les termes trop restrictifs de « jeunes agriculteurs » et de « futurs agriculteurs et agricultrices ». Il lui rappelle également que le vote de la récente loi relative à

l'enseignement technologique confirme la loi du 2 août 1960 en faisant à cet enseignement technologique, qui peut commencer dès la fin de la classe de 5^e, une voie adaptée et un moyen de démocratisation de l'enseignement, notamment pour des jeunes « en refus de scolarité ». Il lui demande s'il n'estime pas que les directives concernant l'établissement de la carte scolaire sont en contradiction avec la loi et comment il pense tenir compte de cette volonté exprimée par le Parlement.

Enseignement agricole : crédits.

11081. — 2 février 1972. — **M. René Tinant** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** que les crédits d'équipement pour l'enseignement agricole privé figurent au chapitre 66-30 (subventions d'équipement) pour 7.140 millions de francs d'autorisation de programme, et au chapitre 80-31 (prêts) pour 7.140 millions de francs d'autorisations de programme, que, d'autre part, le budget de 1972 comporte pour la première fois une subdivision au chapitre 66-30 : article 10 (Enseignement secondaire), article 20 (Enseignement supérieur), article 30 (Formation professionnelle agricole). Il lui demande : 1° à quoi correspondent ces trois articles et en particulier sur quel article doivent émerger les établissements de formation professionnelle associée à une formation générale ; 2° comment la répartition des crédits a été décidée et quelles instances ont été consultées pour cela ; 3° quel est le montant des crédits d'autorisation de programme attribués par région, par chapitre et, éventuellement, par article, d'une part, en 1971 et, d'autre part, en 1972.

Droit des sociétés.

11082. — 2 février 1972. — **M. Robert Liot** demande à **M. le ministre de la justice** comment doivent s'appliquer les dispositions de l'article 93, alinéa 2, de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales dans le cas d'une société anonyme possédant un conseil d'administration composé de cinq membres dont un président directeur général et si, notamment, le nombre limite des administrateurs liés par un contrat de travail doit être arrêté à un ou deux, le président directeur général étant exclu.

Contrat de gérance.

11083. — 2 février 1972. — **M. Robert Liot** demande à **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** si une clause de non-concurrence incluse dans un contrat de gérance libre interdisant au locataire-gérant et à son épouse de s'intéresser directement ou indirectement à quelque titre que ce soit, même comme simples salariés, dans un commerce similaire en tout ou partie à celui faisant l'objet de l'acte, et cela pendant une durée de trois ans et dans un rayon de 300 mètres, est conforme aux dispositions légales.

Contrat d'apprentissage.

11084. — 2 février 1972. — **M. Robert Liot** demande à **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** comment doivent être interprétées, dans le cas d'un apprenti sous contrat devenu ouvrier à l'expiration dudit contrat, les dispositions de l'article 1^{er}, alinéa 2, du décret n° 71-101 du 2 février 1971 et si, plus particulièrement, le délai de six mois commence à courir à compter de la date d'expiration du contrat d'apprentissage.

Prélèvement sur loyers.

11085. — 2 février 1972. — **M. Robert Liot** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si la solution rapportée aux paragraphes 46 et 47 de l'instruction parue au B. O. E. n° 7094 relative au prélèvement sur les loyers est actuellement valable pour la taxe additionnelle au droit de bail prévue par les dispositions de l'article 6 de la loi de finances rectificative pour 1970 (n° 70-1283).

Pièces d'habitation.

11086. — 2 février 1972. — **M. Robert Liot** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si les cuisines et salles de bains doivent être considérées comme « pièces d'habitation » pour la rédaction des imprimés modèle 2680.

Fiscalité des sociétés.

11087. — 2 février 1972. — **M. Robert Liot** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** quel est le régime fiscal applicable aux jetons de présence ristournés par une société anonyme à son représentant permanent en raison de sa participation aux réunions du conseil d'administration d'une autre société dont elle est membre.

Logement de fonction : cas particulier.

11088. — 2 février 1972. — **M. Lucien Grand** expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale** la situation dramatique de la veuve d'un jeune officier du service de santé des armées décédé en service commandé, restée seule avec quatre enfants mineurs. Cette veuve a reçu par le même courrier deux lettres officielles du gouvernement militaire de Paris : la première la priant de remettre le logement de service qui avait été attribué à la jeune famille « au plus tard pour le 30 juin 1972 » et l'avisant que « passé ce délai et sans préjudice de l'action que l'administration militaire se réserve d'engager, le bénéfice des abattements prévus à l'instruction militaire n° 16.206/MA/DAASC/H du 26 juillet 1965 lui sera supprimé à compter du 1^{er} mai 1972 » ; la seconde l'incitant à « entreprendre le plus rapidement possible les démarches auprès de l'O. P. H. L. M. de la ville de Paris afin d'être relogée dès la fin de l'année scolaire ». « Si, à cette date, vous occupez toujours votre logement militaire, je me verrai dans l'obligation d'entreprendre à votre encontre la procédure d'expulsion qui s'imposera. » Il lui demande si la veuve et les orphelins d'un officier mort en service commandé peuvent effectivement être expulsés de leur domicile même lorsque les enfants sont tous mineurs, d'âge scolaire ou inscrits en faculté. Dans l'affirmative, il désirerait connaître : 1° si l'administration n'a ni moyen ni obligation d'assurer ou de faire assurer au préalable le logement de cette famille dans des conditions satisfaisantes de salubrité, de prix et de proximité d'un lieu d'études pour les enfants, compte tenu des ressources très diminuées dont elle bénéficie ; 2° comment cette famille peut trouver les fonds nécessaires à son éventuel déménagement et au versement réglementaire de trois mois de loyer d'avance. Il est précisé que l'intéressée a formulé auprès des organismes d'H. L. M. une demande de relogement dès le premier avis qu'elle aurait à quitter les locaux actuellement occupés.

Etablissements privés pour inadaptés : prix de journée.

11089. — 3 février 1972. — **M. Roger Poudonson** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur les conséquences de la circulaire interministérielle du 25 novembre 1971 qui traite de la prise en compte des conventions collectives dans le calcul du prix de journée. Cette circulaire posera sans doute de graves problèmes aux établissements accueillant des enfants inadaptés. En ne retenant pas pour le calcul du prix de journée une valeur suffisante pour la rémunération des personnels, on provoquera inévitablement de graves difficultés financières dans des établissements qui connaissent déjà les plus lourdes difficultés dans la recherche de l'équilibre de leur budget. De telles mesures risquent de nuire à la qualité du service pédagogique et médical. C'est ignorer les disparités qui existent entre les salariés du secteur public et du secteur privé dans ce domaine. Il apparaît cependant qu'il eût été préférable de procéder à une révision des salaires du secteur public que de procéder à un nivellement par la base en limitant ceux du secteur privé. Il lui demande, en conséquence, quelle mesure il entend prendre pour limiter les conséquences graves que pourrait avoir cette circulaire.

Statut du personnel d'orientation scolaire : décrets d'application.

11090. — 3 février 1972. — **M. Georges Cogniot** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que le retard apporté à la publication des décrets d'application relatifs au nouveau statut des personnels d'orientation est gravement préjudiciable au développement du service et au recrutement du personnel, puisqu'il bloque toute mise en place des nouveaux instituts de formation et centres de formation et interdit d'améliorer la formation du conseiller. Il évoque en particulier, à titre d'exemple, la situation du centre d'orientation scolaire et professionnelle du 11^e arrondissement de Paris, qui dispose uniquement d'une directrice et de deux conseillers, effectifs radicalement insuffisants pour répondre aux demandes sans cesse croissantes des familles, des adolescents eux-mêmes, des adultes aux prises avec les problèmes de la formation permanente, la population de l'arrondissement étant très diverse et les besoins d'aide multiples. D'une façon générale, les centres ont à l'heure actuelle pour tâche nouvelle de traiter les demandes des étudiants, qui ne sont pas de simples

demandes d'information sur les carrières, mais le plus souvent des consultations portant sur les possibilités personnelles de jeunes gens désireux d'être éclairés et guidés ; il en résulte des examens psychologiques et des entretiens de motivation, qui compliquent et alourdissent le travail des conseillers, auxquels une aide nouvelle devrait être assurée, y compris par la nomination de documentalistes. Il lui demande quelles sont les intentions de l'administration à l'égard de cet ensemble de problèmes.

Collectivités locales : frais de gestion des C. E. G. et C. E. S.

11091. — 3 février 1972. — **M. René Tinant** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les graves conséquences d'une disposition du décret n° 71-772 du 16 septembre 1971, pris pour l'application de l'article 33 de la loi n° 70-1297 du 31 décembre 1970 sur la gestion municipale et les libérés communales. A l'article 4 de ce décret, cinquième alinéa, il est précisé que dans le cas où l'effectif des élèves domiciliés sur le territoire d'une commune et fréquentant l'établissement (défini par la loi précitée) est inférieur ou égal à 5, cette commune est écartée de la répartition. Dans certains cantons ruraux peu peuplés, cette disposition regrettable risque de toucher la moitié des communes et le quart des effectifs. Ces petites communes qui reçoivent de l'Etat le versement représentatif de la taxe sur les salaires pour un minimum de 100 habitants avaient jusqu'ici pour la plupart accepté de participer aux frais de gestion du collège d'enseignement général (C. E. G.) ou du collège d'enseignement secondaire (C. E. S.) local. Or, elles découvrent que seules les collectivités les plus importantes sont sollicitées pour cette gestion et éventuellement pour la construction desdits établissements. Il s'ensuit que ces petites communes vont se retirer des comités de gestion ou des syndicats intercommunaux à vocation multiple auxquels elles avaient accepté d'adhérer volontairement ; certaines l'ont déjà fait. Ceci va à l'encontre de l'esprit de la loi sur les regroupements de communes et gêne considérablement la tâche de ceux qui ont mission de la mettre en application dans des conditions satisfaisantes pour tous. Il lui demande de bien vouloir réétudier ce problème en vue de l'abrogation de l'alinéa en question.

Prime d'installation industrielle en milieu rural.

11092. — 3 février 1972. — **M. Marcel Champaix** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur la décision qui vient d'être prise de porter à 25 p. 100 le taux de la prime d'installation industrielle pour les villes de Tulle et Ussel. Il considère que cette décision était nécessaire si l'on veut vraiment opérer une décentralisation. Il lui apparaît toutefois indispensable d'étendre la mesure à toute installation, en milieu rural ; l'expérience prouve en effet que dans certains chefs-lieux de cantons, voire dans certaines communes rurales, des installations peuvent subsister, et s'étendre, au point de garder une compétitivité sur le plan international. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas opportun d'étendre l'octroi de la prime d'installation industrielle à toute implantation en milieu rural.

Rocade intercommunale des Hauts-de-Seine.

11093. — 3 février 1972. — **M. André Fosset** rappelle à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement**, qu'il avait bien voulu, lors de l'examen par le Sénat des crédits budgétaires de son département, manifester son assentiment aux protestations formulées par le rapporteur spécial de la commission des finances et par le rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles de cette assemblée à propos de destructions d'arbres auxquelles il est trop fréquemment procédé dans la région parisienne à l'occasion de réalisations routières. Apprenant l'existence d'un projet tendant à la réalisation d'une « Rocade intercommunale des Hauts-de-Seine », voie de liaison rapide entre le département du Val-de-Marne et la région de Gennevilliers, dont un tronçon relierait le chemin départemental 181 à la route nationale 185, au travers des forêts domaniales de Meudon et de Fausse-Reposes, il appelle son attention sur les très graves inconvénients de ce tracé qui, outre les destructions d'arbres qu'il nécessiterait, aurait pour effet d'aggraver les pollutions dans les flots de rénovation urbaine de Chaville où ont été récemment relogées de nombreuses familles de cette commune dont le conseil municipal s'oppose unanimement au projet envisagé. Il lui demande quelle action il compte entreprendre pour obtenir une révision fondamentale de ce projet attentatoire à l'environnement et dont la réalisation ne paraît pas s'imposer puisque la liaison envisagée se trouvera déjà convenablement assurée lorsque seront réalisées d'autres voies telles que l'ARISO et la voie Seine-Rive gauche auxquelles seront reliées par des radiales déjà existantes les communes que traverserait l'opération incriminée.

Decazeville : frais de fonctionnement d'un lycée.

11094. — 3 février 1972. — **M. Pierre Giraud** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la lourde charge que représente pour la municipalité de Decazeville sa participation aux frais de fonctionnement du lycée polyvalent de second cycle comptant 1.200 élèves (établissement nationalisé). La récession économique due à la fermeture des mines a diminué les ressources de cette commune. Compte tenu de ces circonstances particulières, l'étatisation de cet établissement serait souhaitable. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de hâter cette transformation.

Sursis.

11095. — 3 février 1972. — **M. Pierre Giraud** signale à **M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale** que certains jeunes qui ont suivi la filière collège d'enseignement technique, brevet d'enseignement professionnel (B. E. P.), baccalauréat F ou G et inscrits dans un institut universitaire de technologie (I. U. T.) pour préparer un brevet de technicien supérieur ou un diplôme universitaire de technologie se voient refuser tout sursis d'incorporation parce qu'ils sont âgés de plus de vingt ans. Il lui demande de bien vouloir étudier avec bienveillance le cas de ces jeunes, somme toute peu nombreux.

Pensions des invalides de guerre : non-rétroactivité de la loi.

11096. — 3 février 1972. — **M. Pierre Giraud** demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** quelles mesures il compte prendre pour faire cesser l'injustice dont sont victimes les invalides de guerre pensionnés avant le 3 août 1962. Les intéressés ne peuvent en effet, sous prétexte de non-rétroactivité, bénéficier des avantages obtenus par leurs cadets.

Suppression de classes préparatoires au C. A. P. E. P. S. (Var).

11097. — 4 février 1972. — **M. Clément Balestra**, après avoir pris connaissance de la circulaire ministérielle du 13 décembre 1971 et de la lettre du 20 décembre 1971, signées par **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs**, et relatives à la suppression des classes préparatoires à la première partie du certificat d'aptitude pédagogique à l'éducation physique et aux sports (C. A. P. E. P. S.) dans les lycées et écoles normales, constate la distorsion entre les deux textes : le premier prévoyant une période transitoire de maintien de ces classes préparatoires en attendant la réalisation des structures d'accueil nécessaires dans les unités d'enseignement et de recherche de l'éducation physique et des sports (U. E. R. E. P. S.), le second ordonnant brutalement la suppression des classes en particulier du lycée Dumont-d'Urville de Toulon et de l'académie de Nice à la rentrée de 1972. Il s'étonne qu'il annule d'autorité une création réalisée par le ministère de l'éducation nationale et engageant d'ailleurs des enseignants relevant exclusivement de ce dernier. Il souligne la gravité des conséquences qu'une telle mesure provoquerait : pour les étudiants (réduction de 75 p. 100 des places disponibles pour les candidats) ; pour les familles ; pour le personnel enseignant (mutations forcées) ; ainsi que pour le lycée de la région toulonnaise (vocation sportive entretenue par ces classes). Il lui demande, compte tenu de la programmation, rendue publique en mars 1971 par le ministère de l'éducation nationale, de la construction d'une U. E. R. E. P. S. dans le complexe universitaire varois, s'il ne conviendrait pas d'envisager, compte tenu de ce qui précède : l'annulation de la décision du 20 novembre 1971 et l'application de la circulaire du 13 décembre 1971 prévoyant le maintien provisoire des classes préparatoires actuelles, en attendant, comme il est prévu, la réalisation de l'U. E. R. E. P. S. dans cette académie.

Collectivités locales : frais de gestion des C. E. G. et C. E. S.

11098. — 4 février 1972. — **M. René Tinant** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les graves conséquences d'une disposition du décret n° 71-772 du 16 septembre 1971, pris pour l'application de l'article 33 de la loi n° 70-1297 du 31 décembre 1970 sur la gestion municipale et les libertés communales. A l'article 4 de ce décret, 5° alinéa, il est précisé que dans le cas où l'effectif des élèves domiciliés sur le territoire d'une commune et fréquentant l'établissement (défini par la loi précitée) est inférieur ou égal à 5, cette commune est écartée de la répartition. Dans certains cantons ruraux peu peuplés, cette disposition regrettable risque de toucher la moitié des communes et le quart des effectifs. Ces petites communes qui reçoivent de l'Etat le versement représentatif de la taxe sur les salaires pour un minimum de 100 habitants avaient jusqu'ici, pour la plupart, accepté de participer aux frais

de gestion du collège d'enseignement général (C. E. G.) ou du collège d'enseignement secondaire (C. E. S.) local. Or, elles découvrent que seules les collectivités les plus importantes sont sollicitées pour cette gestion et éventuellement pour la construction desdits établissements. Il s'ensuit que ces petites communes vont se retirer des comités de gestion ou des syndicats intercommunaux à vocation multiple auxquels elles avaient accepté d'adhérer volontairement ; certaines l'ont déjà fait. Ceci va à l'encontre de l'esprit de la loi sur les regroupements de communes et gêne considérablement la tâche de ceux qui ont mission de la mettre en application dans des conditions satisfaisantes pour tous. Il lui demande de bien vouloir intervenir auprès de son collègue **M. le ministre de l'éducation nationale** afin que celui-ci réétudie ce problème en vue de l'abrogation de l'alinéa en question.

Décoration des bâtiments scolaires d'Etat.

11099. — 4 février 1972. — **M. Jean Nègre** demande à **M. le ministre des affaires culturelles** : 1° s'il existe une liste d'artistes agréés pour la décoration, dans le cadre du système dit du 1 p. 100, des bâtiments scolaires d'Etat ou dont la maîtrise d'ouvrage a été confiée à l'Etat ; 2° dans l'affirmative, qui procède à son établissement, et en fonction de quels critères ; 3° selon quelles règles et par qui sont proposés les artistes qui auront à intervenir dans tel ou tel établissement ; 4° qui prononce le choix définitif ; 5° les raisons pour lesquelles les artistes de province sont presque toujours évincés au profit de « Parisiens » dont il est apparu, en plus d'une occasion, que le talent pouvait être discuté.

Collectivités locales : T. V. A.

11100. — 4 février 1972. — **M. Henri Caillavet** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le Gouvernement, en modifiant la règle dite « du butoir », vient de remédier à des injustices fiscales par trop criardes. Or, au regard de la taxe sur la valeur ajoutée payée par les collectivités locales, il subsiste une injustice d'autant plus grande que les subventions accordées sont le plus souvent « reprises » et au-delà par le paiement de ladite taxe sur la valeur ajoutée. Il lui demande s'il ne serait pas opportun d'envisager des assouplissements à la procédure actuelle.

Indemnisation des rapatriés.

11101. — 4 février 1972. — **M. Henri Caillavet** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur les retards accumulés par les commissions paritaires départementales de rapatriés, en sorte que l'indemnisation à laquelle ceux-ci ont droit n'est pas réglée en temps opportun, aggravant par ailleurs des situations douloureuses. Il souligne également le peu d'empressement mis par le Gouvernement algérien à régler le transfert des fonds des titulaires d'un « compte définitif ». En conséquence, il lui demande quelles mesures « sui generis » il entend mettre en œuvre pour remédier à ce double état de choses aussi injustifié que déplorable.

Prix agricoles et marché commun.

11102. — 4 février 1972. — **M. Henri Caillavet** demande à **M. le Premier ministre** s'il ne pense pas que le problème des prix agricoles doit être tranché au niveau politique européen, c'est-à-dire dans le cadre de perspectives générales ayant la priorité sur des considérations et des engagements sectoriels. Or, comme la politique agricole commune a trois objectifs principaux : l'organisation d'un marché unique européen, l'égalité entre le niveau de vie de l'agriculture et de l'industrie, la sauvegarde de l'intérêt des consommateurs, on peut redouter que les propositions de la commission européenne en matière de prix sous l'impulsion des Pays-Bas ne tiennent pas suffisamment compte du contexte économique caractérisé par des pressions inflationnistes, par l'incertitude quant à la valeur exacte de l'unité de compte, par l'entrée de quatre nouveaux membres dans le Marché commun, et par la discussion ouverte avec les Etats-Unis sur le commerce international. En conséquence, il lui demande quelle conduite entend tenir le Gouvernement pour sauvegarder tout à la fois les intérêts légitimes des exploitants agricoles français et favoriser l'évolution harmonieuse de l'agriculture française dans le cadre européen.

Collectivités locales : personnel du génie rural.

11103. — 4 février 1972. — **M. Georges Lombard** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que la loi n° 55-985 du 26 juillet 1955 réglementant l'intervention du service du génie rural auprès des

collectivités locales est applicable aux seuls fonctionnaires de l'Etat en service dans les directions départementales de l'agriculture (D. D. A.), à l'exclusion du personnel sous statut départemental. Il semble que cette situation soit uniquement due au fait qu'au moment de la promulgation de cette loi, il n'existait pratiquement pas d'agents départementaux dans les services du génie rural, que depuis 1955 la situation a par contre considérablement évolué puisque pour pallier l'insuffisance des effectifs de l'Etat, de nombreux départements se sont vus dans l'obligation de recruter eux-mêmes du personnel mis à la disposition de l'ingénieur en chef pour effectuer partie des tâches du génie rural, que c'est ainsi en particulier que, dans le département du Finistère, en 1970, il existait à la D. D. A. quarante-six employés départementaux contre une vingtaine de fonctionnaires de l'Etat. En vertu de la loi du 26 juillet 1955, les sommes dues à la D. D. A. par les collectivités locales, bénéficiaires du concours du génie rural, sont affectées à un fonds commun destiné à rémunérer de leurs peines et soins les fonctionnaires de l'administration centrale et les fonctionnaires des services de l'ingénieur en chef, un très léger prélèvement de cette masse pouvant être affecté au profit des agents non titulaires de l'Etat. Cet état de fait conduit à une différence considérable entre la situation indemnitaire des agents de l'Etat et celle des agents départementaux. Les arguments invoqués jusqu'à ce jour pour s'opposer à l'alignement des agents du département sur les agents de l'Etat traduisent surtout le désir évident de ne pas porter atteinte à la situation actuelle. Ce qui est certain, c'est que la coexistence dans un service de deux catégories de personnel possédant la même qualification, affectées à des activités identiques mais traitées sur le plan des rémunérations de manière inégale crée des difficultés psychologiques et matérielles incontestables. Il semble difficile d'admettre que la disparité actuelle puisse se perpétuer d'autant que si le ministère de l'agriculture prenait en charge la rémunération des agents départementaux qui ne sont recrutés que par suite d'insuffisance du personnel de l'Etat, il faudrait bien mettre fin à ladite disparité. C'est la raison pour laquelle il lui demande s'il n'envisage pas une modification de la loi du 26 juillet 1955 permettant de faire bénéficier d'un même régime indemnitaire les agents départementaux en service à la D. D. A., dans la mesure où ils sont affectés aux mêmes tâches que les fonctionnaires de l'Etat, ou de décider que la partie des honoraires correspondant au travail effectué par les agents départementaux soit versée à un compte spécial pour être répartie entre eux.

◆ ◆ ◆

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES
auxquelles il n'a pas été répondu
dans le mois qui suit leur publication.

(Application du règlement du Sénat.)

PREMIER MINISTRE

N° 9203 André Diligent ; 9415 René Tinant ; 9996 Marcel Martin ; 10359 Serge Boucheny ; 10708 Pierre Giraud ; 10854 Dominique Pado ; 10874 Henri Caillavet.

SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS

N° 8311 Hector Viron ; 10512 Georges Cogniot ; 10601 Jean Legaret ; 10821 Robert Schmitt ; 10976 Pierre Giraud ; 10981 Catherine Lagatu.

AFFAIRES CULTURELLES

N° 9394 Marie-Thérèse Goutmann ; 9716 Roger Poudonson ; 10092 Marie-Thérèse Goutmann ; 10435 Georges Cogniot.

AFFAIRES ETRANGERES

N° 10963 Edmond Barrachin ; 11013 Francis Palmero.

AGRICULTURE

N° 9775 Marcel Martin ; 9823 Pierre Mailhe ; 9956 Pierre Brousse ; 9974 Pierre de Félice ; 10032 Octave Bajoux ; 10655 Pierre Schiélé ; 10760 Georges Lamousse ; 10811 Catherine Lagatu ; 10824 Abel Sempé ; 10833 Etienne Dailly ; 10840 Léon David ; 10917 Lucien Grand ; 10931 Louis Orvoen.

DEFENSE NATIONALE

N° 9087 Jean Lecanuet ; 9583 Antoine Courrière ; 10877 Pierre-Christian Taittinger ; 10895 Serge Boucheny.

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

N° 8746 André Méric ; 8794 André Méric ; 10358 René Monory ; 10553 André Armengaud ; 10893 Hector Viron ; 10894 André Mignot ; 11009 Roger Houdet.

ECONOMIE ET FINANCES

N° 9671 Antoine Courrière ; 10036 Marcel Martin ; 10311 Pierre Brousse ; 10474 Emile Durieux ; 10475 Guy Pascaud ; 10537 Robert Liot ; 10552 Antoine Courrière ; 10555 René Tinant ; 10610 Robert Liot ; 10703 Paul Pauly ; 10740 P.-Ch. Taittinger ; 10747 Robert Liot ; 10748 Robert Liot ; 10768 Henri Caillavet ; 10769 André Fosset ; 10773 Roger Poudonson ; 10779 Robert Liot ; 10787 Jules Pinsard ; 10789 Jacques Pelletier ; 10792 Roger Poudonson ; 10798 P.-Ch. Taittinger ; 10827 Charles Alliès ; 10857 Maurice Coutrot ; 10860 Antoine Courrière ; 10889 Etienne Dailly ; 10897 Etienne Dailly ; 10906 Roger Poudonson ; 10908 Marcel Martin ; 10910 Dominique Pado ; 10928 Jacques Duclos ; 10929 Jean Nègre ; 10935 Edouard Bonnefous ; 10944 Marcel Guislain ; 10949 Pierre Brousse ; 10950 Emile Dubois ; 10958 Hubert d'Andigné ; 10962 Jean Francou ; 10966 Jean-François Pintat ; 10974 Robert Schwint ; 10978 Henri Caillavet ; 10980 Catherine Lagatu ; 10983 Francis Palmero ; 10994 Henri Caillavet ; 10995 Edgar Tailhades ; 11005 Paul Mistral ; 11011 Henri Caillavet ; 11015 Pierre Schiélé.

EDUCATION NATIONALE

N° 8219 Georges Cogniot ; 8268 André Méric ; 9220 Marcel Darou ; 9472 Catherine Lagatu ; 10697 Georges Cogniot ; 10726 Georges Cogniot ; 10918 Catherine Lagatu ; 10967 Gustave Héon ; 10989 Robert Schwint ; 10996 Edgar Tailhades ; 11004 Marcel Martin ; 11012 Francis Palmero.

EQUIPEMENT ET LOGEMENT

N° 9670 P.-Ch. Taittinger ; 10808 Francis Palmero ; 10814 Raoul Vadepey ; 10871 Charles Alliès ; 10898 Jean Francou ; 10939 Pierre Giraud.

INTERIEUR

N° 8243 André Fosset ; 8279 Jean Bertaud ; 8280 Jean Bertaud ; 8451 Jean Bertaud ; 8508 André Fosset ; 8690 Antoine Courrière ; 8859 Jacques Pelletier ; 9070 Adolphe Chauvin ; 10056 Auguste Pinton ; 10414 Jean Geoffroy ; 10594 Jacques Duclos ; 10710 André Méric ; 10822 Jean Bertaud ; 10861 Roger Delagnes ; 10890 Victor Golvan ; 10899 Henri Caillavet ; 10984 Francis Palmero ; 10986 Marcel Guislain.

JUSTICE

N° 10347 Claudius Delorme ; 10374 Hubert d'Andigné ; 10654 Marcel Darou ; 10997 Roger Poudonson ; 11008 Francis Palmero.

PLAN ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

N° 10954 Joseph Raybaud.

PROTECTION DE LA NATURE ET ENVIRONNEMENT

N° 10806 Fernand Chatelain ; 10807 Francis Palmero ; 10872 Guy Schmaus ; 10956 Ladislav du Luart ; 11001 Ladislav du Luart.

SANTE PUBLIQUE ET SECURITE SOCIALE

N° 10790 Robert Liot ; 10795 Marcel Champeix ; 10852 Jacques Vassor ; 10853 Jean Gravier ; 10873 Roger Poudonson ; 10909 Robert Schmitt ; 10915 Lucien Grand ; 10916 Lucien Grand ; 10921 Jacques Braconnier ; 10968 Gustave Héon ; 10987 Marie-Thérèse Goutmann ; 10992 Marcel Martin ; 10999 Léon Jozeau-Marigné ; 11006 Marcel Souquet ; 11014 Raymond Boin.

TRANSPORTS

N° 10778 Joseph Raybaud.

◆ ◆ ◆

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

M. le Premier ministre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 11018 posée le 12 janvier 1972 par **M. André Diligent**.

AFFAIRES ETRANGERES

Crimes de guerre.

10802. — M. Jean Lhospied demande à **M. le ministre des affaires étrangères** s'il a fait part au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne de la protestation des résistants français et des victimes françaises du nazisme contre la constitution d'une association des anciens de la division « Das Reich », responsable des massacres de Tulle et d'Oradour. (*Question du 26 octobre 1971.*)

Réponse. — Le Gouvernement français, sensible à l'émotion suscitée par la nouvelle de la constitution d'une association des anciens de la division S.S. « Das Reich » a, dès le mois d'octobre, appelé l'attention du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne sur cette initiative. Il l'a interrogé sur les conditions dans lesquelles celle-ci avait pu être prise et lui a fait part des réactions légitimes qu'elle suscitait en France, notamment de la part des anciens résistants et des victimes du nazisme. En réponse à notre intervention, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, qui comprend le sentiment des autorités et du peuple français, nous a fait savoir que la création de cette association lui apparaissait regrettable. Il a relevé qu'un refus d'enregistrement ne pourrait être opposé à cette association que si ses buts et activités sont contraires aux dispositions de la Constitution fédérale et de la loi sur les associations, c'est-à-dire contraires aux lois pénales ou bien dirigées soit contre l'ordre constitutionnel, soit contre l'idéal de compréhension mutuelle entre les peuples. Or l'Association des anciens de la division S.S. « Das Reich » s'est fixé des buts d'entraide sociale et ne tomberait pas sous le coup de la loi. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne nous a assuré que les autorités allemandes compétentes observeraient l'évolution future de l'association et que, en cas de nécessité, elles prendraient toutes les mesures qui pourraient s'imposer. De son côté, le Gouvernement français a effectué une nouvelle démarche auprès des autorités allemandes et a souligné l'intérêt qu'il attache à la dissolution de l'association.

AGRICULTURE

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 11007 posée le 4 janvier 1972 par **M. Léon David**.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 11010 posée le 5 janvier 1972 par **M. Henri Caillavet**.

DEFENSE NATIONALE

Reclassement des sous-officiers et officiers mariniers.

10948 — M. Georges Lombard expose à **M. le ministre d'Etat chargé de la défense nationale** que la commission instituée par la décision n° 82-254 MA/ D. A. A. J. C.-A. A. I. du 21 novembre 1966, en vue d'étudier l'évolution comparée, depuis 1945, de la situation des sous-officiers et officiers mariniers et celle d'autres catégories de personnel de l'Etat, aux travaux de laquelle la fédération nationale des officiers mariniers a participé, avait, à l'issue de ses travaux, constaté un retard indiciaire de 21,24 points réels pondérés, le mot « pondérés » sous-entendant : un retard en milieu de carrière de 21,24 points réels, un retard inférieur en début de carrière, un retard beaucoup plus important en fin de carrière, le chiffre de 41 points réels ayant été admis verbalement, semble-t-il, devant la commission, par M. le secrétaire général pour l'administration des armées qui présidait les travaux. Or, il semble que dans les mesures de rattrapage retenues par les finances, le chiffre de 21 points réels a été considéré, non plus comme un retard pondéré, mais comme un chiffre représentant le retard maximum. De plus, le fait que les modalités d'application de ce rattrapage ont été confondues avec des améliorations

indiciaires accordées aux catégories C et D des fonctionnaires civils aurait constitué un nouveau déclassé de la hiérarchie des sous-officiers et officiers mariniers. L'analyse des améliorations prévues entre 1967 et la date d'achèvement du plan de rattrapage à laquelle la fédération nationale des officiers mariniers s'est livrée fait apparaître une progression de 44 à 24 points réels pour l'échelle de solde n° 4. En déduisant les 21 points réels de rattrapage de cette progression, il resterait une amélioration de 23 points en début de carrière et de 3 points en fin de carrière pour l'échelle de solde n° 3 et de 20 points en début de carrière et 5 points en fin de carrière pour l'échelle de solde n° 4. Il lui demande, compte tenu des précisions ci-dessus, s'il est exact que les mesures de rattrapage ont été déterminées en considérant le chiffre de 21 points réels non plus comme un retard pondéré, mais comme un chiffre représentant le retard maximum. Dans cette hypothèse, quelles sont les mesures qu'il envisage de prendre pour remédier à cette situation. (*Question du 8 décembre 1971.*)

Réponse. — La commission chargée d'étudier l'évolution comparée depuis 1945 de la situation des sous-officiers et de celle d'autres catégories de personnels de l'Etat instituée par décision n° 32-254 MA/DAAJC/AA/1 du 21 novembre 1966 a conclu à un retard moyen de l'ordre de 21 points. Le Gouvernement a entériné ces résultats et décidé de faire bénéficier tous les sous-officiers, en activité ou en retraite, classés dans les échelles de solde n° 1, 2, 3, et 4, quel que soit leur niveau dans la grille hiérarchique, d'une amélioration indiciaire de 21 points réels. Ces 21 points ont été accordés à raison de 5 points au 1^{er} juillet 1968 (décret n° 68-656 du 10 juillet 1968 et arrêté du 2 août 1968) et de 16 points à l'occasion de la mise en œuvre du plan de cinq ans (décret n° 70-83 du 27 janvier 1970 et arrêté du 4 février 1970). Ces deux derniers textes ont, en effet, fait bénéficier les militaires auxquels s'intéresse l'honorable parlementaire, sous forme d'un plan de cinq ans dont la première étape a pris effet le 1^{er} janvier 1970, d'une part, de ces 16 points, d'autre part, de la transposition, sous réserve des adaptations nécessaires, des relèvements d'indices accordés aux fonctionnaires civils des niveaux des catégories C et D. Les crédits nécessaires à la réalisation de cette dernière mesure ont été calculés de manière qu'à même niveau hiérarchique les gains consentis aux militaires soient réputés équivalents à ceux accordés aux fonctionnaires civils. Au total, entre le 1^{er} juillet 1968, date à laquelle tous les indices de sous-officiers ont été relevés de 5 points, et le 1^{er} janvier 1974, date de prise d'effet de la dernière étape du plan de cinq ans, les militaires classés dans les échelles de solde n° 3 et n° 4 — qui représentent plus de 90 p. 100 du corps des sous-officiers des armes et des services — auront bénéficié, au titre du « rattrapage » et des « mesures C et D », de 23 à 43 points suivant l'échelle et l'échelon, soit 21 points au titre du rattrapage et deux à 22 points au titre de l'autre mesure. Les pensions des sous-officiers retraités et les pensions de reversion ont été revisées en conséquence. Compte tenu des observations qui précèdent, il n'est pas envisagé d'apporter des modifications aux dispositions du décret du 27 janvier 1970 et de l'arrêté du 4 février 1970 (plan de cinq ans).

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE

Politique sidérurgique (investissements).

10804. — M. Robert Schmitt demande à **M. le Premier ministre** comment, en matière politique sidérurgique, le Gouvernement entend concilier « l'effort d'investissement, notamment à Fos, de façon à être prêt à temps pour faire face à une demande exceptionnelle de produits sidérurgiques » (discours du ministre de l'économie et des finances à l'Assemblée nationale le 19 octobre 1971), avec la situation particulièrement inquiétante de l'industrie lorraine condamnée, selon le président de l'association pour l'expansion industrielle de la Lorraine, à perdre cinq à six mille emplois chaque année jusqu'en 1975. (*Question du 26 octobre 1971 transmise pour attribution par M. le Premier ministre à M. le ministre du développement industriel et scientifique.*)

Réponse. — Au cours de ces dix dernières années, la sidérurgie mondiale a connu une profonde mutation. Le progrès technique s'est en effet traduit par l'apparition d'une nouvelle génération d'usines : ce sont des usines de très grandes capacités, situées au bord de l'eau, traitant dans des conditions très économiques des minerais à haute teneur en fer apportés d'outre-mer par grands minéraliers. Ce fut notamment le cas du Japon qui, en pleine expansion, a pu créer et développer très rapidement plusieurs complexes sidérurgiques maritimes de grande taille. Pour faire face à la concurrence nouvelle qui en est résultée, les sidérurgies traditionnelles ont dû s'adapter. Elles ont entrepris à leur tour la construction d'usines côtières et, en Europe, l'on assista à la création de Dunkerque, d'Ijmuiden, de Sidmar, de Tarente. Mais elles ont dû également rationaliser leurs usines existantes et moderniser leurs installations, tout en arrêtant les vieilles unités dont la production

est trop faible pour pouvoir rivaliser avec les aciéries modernes. Un vaste effort fut ainsi entrepris par la sidérurgie européenne que ce soit par exemple en Allemagne (où les effectifs ont diminué de plus de 20.000 personnes sous l'effet des mesures de rationalisation) ou en France dans le cadre de la convention générale Etat-sidérurgie de 1966. La sidérurgie britannique nationalisée prend conscience à son tour de cette nécessité; la British Steel Corporation vient d'annoncer son intention de supprimer 55.000 emplois d'ici à 1975. Le groupe Wendel-Sidelor, confronté à cette évolution de la sidérurgie mondiale, doit, pour assurer son avenir, remplir deux conditions essentielles au cours du VI^e Plan. Il doit en premier lieu réorganiser ses unités de production lorraines par suite, d'une part, de la vétusté de certaines d'entre elles, et, d'autre part, de la mise en service d'unités de production nouvelles auxquelles d'importants investissements ont été consacrés au cours des dernières années, que ce soit à Sollac, à Jœuf, à Rombas ou tout particulièrement à Sacilor. L'idée directrice du plan de rationalisation qui vient d'être annoncé par Wendel-Sidelor est d'utiliser au mieux les installations existantes du groupe, en concentrant la production de produits longs sur les unités les plus modernes et en arrêtant les installations non compétitives, de façon à améliorer les prix de revient et à mettre sur le marché des produits de qualité répondant de mieux en mieux aux besoins des utilisateurs. Les pouvoirs publics, quant à eux, ne peuvent, sans risquer de porter atteinte aux perspectives tracées par le VI^e Plan, faire obstacle à des opérations de restructuration industrielle non seulement nécessaires mais inévitables. Ils ne peuvent empêcher l'application de mesures sans lesquelles se créeraient dans l'avenir des problèmes plus sérieux encore, une diminution d'activité plus brutale et plus grande, au détriment de l'intérêt des travailleurs et de la région. Le maintien artificiel d'installations dépassées coûte toujours à la collectivité et finit par peser sur le niveau de vie des Français, dont il freine en définitive la croissance. Le groupe Wendel-Sidelor doit en second lieu, comme l'ont montré les travaux du VI^e Plan, créer une nouvelle unité de production de produits plats. La construction d'une telle unité est en effet indispensable: pour le groupe Wendel-Sidelor dont les installations de sa filiale Sollac sont arrivées à saturation; pour la sidérurgie française si elle veut être en mesure, après la réalisation de Sollac (1953) et de Dunkerque (1963), d'être à même, après 1973, d'approvisionner dans de bonnes conditions les industries consommatrices nationales et de retrouver un solde positif durable de son commerce extérieur. Il ne pouvait s'agir que d'une usine de grande capacité car, dans le domaine des produits plats, la dimension optimale d'une usine est fixée par les caractéristiques des trains continus à larges bandes, qui conduisent actuellement à des unités d'au moins 7 Mt. Il ne pouvait s'agir en outre que d'une usine littorale pour être à même de recevoir dans les meilleures conditions des minerais à haute teneur en fer importés par grands minéraliers. Si des installations existantes, suffisamment modernisées et rationalisées, peuvent continuer de traiter des minerais pauvres en fer dans des conditions compétitives, on ne peut concevoir à l'heure actuelle une nouvelle usine complète de grande capacité, allant des hauts fourneaux aux laminoirs-finisisseurs, que sur des minerais à haute teneur en fer (60 à 66 p. 100) dont le prix futur a peu de chances d'augmenter compte tenu des réserves mondiales considérables qui existent à travers le monde. Dans le cas particulier de la France, il faut ajouter qu'il était impossible d'augmenter de façon importante le rythme d'exploitation des mines de fer lorraines dont les réserves sont limitées et représentent environ trente années d'extraction au niveau de production actuel. Le site à retenir pour la nouvelle usine devait présenter à la fois des qualités nautiques exceptionnelles (minéraliers d'au moins 200.000 tonnes) et disposer de terrains industriels nécessaires (1.400 hectares): le promoteur, à savoir Sollac, filiale de Wendel-Sidelor, a choisi la zone industrielle de Fos. Il est à l'inverse tout à fait inexact de dire que c'est la création de Fos qui a rendu nécessaire la mise en œuvre du plan de rationalisation de Wendel-Sidelor. Même si Fos n'avait pas été entrepris, le problème de la conversion des usines lorraines se serait posé de la même façon par suite de la nécessité de se rationaliser et de se moderniser pour rester compétitif. Ajoutons que le plan de Wendel-Sidelor en Lorraine concerne les usines et les outils de fabrication de produits longs, alors que l'usine de Fos est une usine axée sur l'autre type de fabrication, à savoir les produits plats. La création de l'usine de Fos par le groupe lorrain aidera, une fois les difficultés de démarrage surmontées, à consolider l'ensemble du groupe et par conséquent à assurer la survie et l'avenir des usines lorraines.

ECONOMIE ET FINANCES

Statut : chauffeurs-vendeurs.

9044. — M. Raymond Boin demande à M. le ministre de l'économie et des finances quelle est la réglementation en vigueur concernant les chauffeurs vendeurs travaillant pour un patron B. O. F. comme

salariés. Il lui demande si les chauffeurs vendeurs qui sont salariés au mois et qui ne touchent aucune commission sur les ventes doivent avoir: 1° une patente propre ou une copie de celle de leur patron; 2° une carte professionnelle ou une copie de celle de leur patron. (Question du 12 décembre 1971.)

Réponse. — 1° Si, comme il semble, les chauffeurs vendeurs transportent des marchandises de commune en commune en vue de la vente, ils sont, en principe, tenus, en vertu des dispositions de l'article 1490 du code général des impôts, d'avoir une patente personnelle et spéciale de marchand forain bien qu'ils ne vendent pas pour leur propre compte. En revanche, si le transport des marchandises est effectué dans les limites d'une seule commune, les intéressés peuvent bénéficier de l'exonération de patente édictée par l'article 1454-18° en faveur des personnes qui vendent en ambulance soit dans les rues, soit dans les lieux de passage, soit dans les marchés, du beurre, des œufs ou du fromage et d'autres menus comestibles. Mais, en pareil cas, ils doivent être munis d'un certificat délivré par l'inspecteur des impôts attestant qu'ils ne sont pas imposables. Il ne pourrait, en conséquence, être répondu de façon précise à la question posée par l'honorable parlementaire que si, par l'indication du nom et de l'adresse de leur employeur, l'administration était mise en demeure de faire procéder à une enquête sur la situation de fait. 2° Aucun texte ne prévoit que les chauffeurs vendeurs doivent être en possession d'une carte professionnelle. Ils ne sont pas tenus non plus de produire copie de la carte professionnelle, ce document ayant été supprimé par décret du 24 décembre 1971 (*Journal officiel* du 29 décembre). En revanche, en vue de faciliter tous les contrôles il est souhaitable que les intéressés puissent justifier de leur qualité par une attestation de leur employeur mentionnant le cas échéant le numéro d'inscription au registre du commerce.

Parcs zoologiques : T. V. A.

10666. — M. René Tinant relève avec quelque surprise la fin de l'argumentation développée par M. le ministre de l'économie et des finances dans sa réponse à la question écrite n° 18612 de M. Albert Bignon (*Journal officiel*, Débats parlementaires, Assemblée nationale, n° 68, p. 3776): l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux visites de parcs zoologiques « serait de nature à provoquer des pertes de recettes importantes qu'il n'est pas possible d'envisager ». Il lui demande: 1° s'il considère que le Gouvernement est réellement informé de la situation catastrophique de la quasi totalité de ces parcs — et en tout cas des meilleurs — qui risquent d'avoir fermé leurs portes ou fait faillite dans un délai de quelques mois et cesseront ainsi d'apporter une contribution de poids à la politique des loisirs, à l'effort culturel et au prestige régional qui figurent en principe parmi les objectifs officiellement proclamés de la société nouvelle; 2° de lui faire connaître les estimations chiffrées auxquelles ses services ont peut-être procédé: a) sur l'augmentation du nombre des entrées qui pourrait résulter de l'application aux parcs zoologiques du taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée accordé aux théâtres, théâtres de chansonniers, cirques, concerts, spectacles de variétés, etc. par l'article 17 de la loi de finances (n° 70-1199 du 21 décembre 1970) pour 1971; b) sur la différence, très probablement en plus, qui pourrait, sur un plus grand nombre d'entrées soumises à une taxation moins écrasante, en résulter au niveau des entrées fiscales de l'Etat; c) sur la diminution des recettes de l'Etat qu'entraînera à brève échéance la fermeture ou la faillite de la quasi-totalité des parcs zoologiques et, en tout cas, des plus beaux, des plus valables et des plus honnêtes — au sens culturel et scientifique — d'entre eux. Il lui demande en conclusion de bien vouloir lui indiquer si le Gouvernement ne considérerait pas comme opportun de revoir sa position première et d'inclure la modification souhaitée dans le projet de loi de finances pour 1972 qui sera dans quelques semaines soumis au Parlement. (Question du 16 août 1971.)

Réponse. — Aux termes de l'article 4 de la loi de finances rectificative pour 1971 (n° 71-1025 du 24 décembre 1971), adopté sur proposition du Gouvernement, la taxe sur la valeur ajoutée est, à compter de la date de la promulgation de cette loi, perçue au taux réduit en ce qui concerne les droits d'entrée pour la visite des parcs zoologiques, sous réserve que ceux-ci ne comportent pas d'attraction autre que la présence des animaux.

Réduction de patente (cas particulier d'un artisan).

10754. — M. Robert Liot demande à M. le ministre de l'économie et des finances si le bénéfice de la réduction de patente pour fermeture d'établissement peut être invoqué par un artisan inscrit au répertoire des métiers dont l'immatriculation au registre du commerce est devenue caduque et ce au vu d'un certificat de radiation délivré par ce service. (Question du 2 octobre 1971.)

Réponse. — Réponse affirmative en principe, sous réserve, bien entendu, que le contribuable visé dans la question de l'honorable parlementaire ait effectivement cessé de manière définitive l'exercice de sa profession.

Cessions de parts de G. A. E. C.

10813. — **M. Geoffroy de Montalembert** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'aux termes de l'article 7 de la loi n° 62-917 du 8 août 1962 « la participation à un groupement agricole d'exploitations en commun ne doit pas avoir pour effet de mettre ceux des associés qui sont considérés comme chefs d'exploitation et leur famille, pour tout ce qui touche leur statut économique social et fiscal, dans une situation inférieure à celle des autres chefs d'exploitations agricoles et à celle des autres familles de chefs d'exploitations agricoles ». Or, un agriculteur, qui a fondé en 1966 un groupement agricole d'exploitations en commun et désire aujourd'hui céder ses parts à ses fils, se voit réclamer par l'enregistrement un droit de 4,80 p. 100 sur la valeur des parts, alors que normalement les cessions de cheptel sont enregistrées au droit fixe de 50 francs. Il lui demande en conséquence s'il n'estime pas qu'il existe une contradiction entre les dispositions de la loi du 8 août 1962 et les prétentions de l'administration fiscale et s'il ne conviendrait pas, dans le cas d'espèce, d'enregistrer la cession de parts au droit fixe. (*Question du 4 novembre 1971.*)

Réponse. — La mesure souhaitée par l'honorable parlementaire fait l'objet de l'article 8 de la loi de finances rectificative pour 1971 (loi n° 71-1025 du 24 décembre 1971). Ce texte prévoit, en effet, l'enregistrement au droit fixe de 50 francs des cessions de gré à gré de parts de groupements agricoles d'exploitation en commun représentatives d'apport de cheptel et autres biens mobiliers dépendant d'une exploitation agricole, lorsqu'elles ne sont pas corrélatives à la cession au même acquéreur de parts représentatives du fonds exploité.

Pensions de réversion.

10849. — **M. Pierre Giraud** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'application de l'article L. 45 et, plus particulièrement, de son dernier paragraphe, de la loi n° 66-1013 du 28 décembre 1966. « Lorsqu'au décès du mari il existe une veuve ayant droit à la pension définie au premier alinéa de l'article L. 38 et une femme divorcée à son profit exclusif, la pension, sauf renonciation volontaire de la femme divorcée ou remariage de sa part avant le décès de son premier mari, est répartie entre la veuve et la femme divorcée au prorata de la durée totale des années de mariage sans que toutefois la part de la veuve puisse être inférieure à la moitié de la pension de réversion. Au décès de l'une des bénéficiaires, sa part accroît la part de l'autre, sauf réversion du droit au profit des enfants mineurs ». Actuellement, c'est l'intéressée qui doit faire la demande de révision. Or, elle peut ignorer la disparition de l'autre bénéficiaire. Il lui demande si, dans ce cas, il ne serait pas plus logique de voir le trésorier-payeur réaliser spontanément l'opération prévue au deuxième alinéa. (*Question du 16 novembre 1971.*)

Réponse. — Il n'apparaît pas possible, pour des motifs à la fois réglementaires et techniques, de laisser aux comptables assignataires des pensions, comme le suggère l'honorable parlementaire, le soin d'appliquer eux-mêmes les dispositions du dernier alinéa de l'article L. 45 du code des pensions de retraite en cas de décès du titulaire d'une part de pension de réversion répartie entre plusieurs ayants cause. La modification du taux de la pension des ayants cause survivants nécessite en effet une révision des bases de liquidation que les comptables assignataires ne sont pas habilités à effectuer eux-mêmes. D'autre part, lorsque la pension de réversion est répartie entre des ayants cause dont le domicile est situé, comme c'est généralement le cas, dans des départements ressortissant à des comptables différents, celui dans le ressort duquel se trouve le bénéficiaire décédé n'est pas en mesure d'apprécier les conséquences de ce décès à l'égard des autres ayants cause dont il ignore le plus souvent aussi bien l'identité que les droits exacts. Il en est de même du comptable assignataire de la pension du ou des survivants qui n'a pas connaissance du décès du bénéficiaire disparu et ne connaît pas non plus la situation de famille de l'ancien fonctionnaire ou militaire. Les administrations qui détiennent les dossiers des retraités sont seules en possession de renseignements complets à cet égard. Informées régulièrement par la direction de la dette publique du décès de leurs ressortissants, elles sont en mesure de signaler aux ayant cause survivants le décès de celui avec lequel ils étaient en concours en les invitant à produire les pièces justifiant de l'étendue de leurs droits en vue d'une révision du taux de leur pension. Des instructions vont être adressées à ces administrations pour leur demander d'assurer systématiquement cette information de façon à permettre une application rapide du dernier alinéa de l'article L. 45 du code des pensions de retraite.

Fiscalité (testaments-partages).

10862. — **M. Paul Minot** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances**, se référant à la réponse à une question écrite n° 9101 de M. Kistler du 10 janvier 1970 (*Journal officiel* du 20 mai 1970, Débats parlementaires, Sénat), si la Cour de cassation a pris une décision en ce qui concerne le jugement rendu par le tribunal de grande instance du Mans sur le bien-fondé du régime fiscal auquel sont soumis les testaments-partages. (*Question du 17 novembre 1971.*)

Réponse. — Par un arrêt du 15 février 1971, la chambre commerciale de la Cour de cassation a rejeté le pourvoi formé par le redevable intéressé contre le jugement rendu le 2 mai 1967 par le tribunal de grande instance du Mans au profit de l'Etat. La Cour de cassation a, en effet, considéré qu'en égard à la généralité des dispositions du premier alinéa de l'article 708 du code général des impôts, qui assujettit au droit proportionnel d'enregistrement les partages, à quelque titre que ce soit, de biens meubles et immeubles entre copropriétaires, cohéritiers et coassociés, ces dispositions étaient applicables aux testaments-partages. Il est rappelé à l'honorable parlementaire, d'autre part, que les partages testamentaires ne donnent plus lieu qu'à un droit de 1 p. 100.

Assurances des agriculteurs.

10920. — **M. Antoine Courrière**, se faisant l'écho des protestations unanimes des viticulteurs et des agriculteurs de son département, fortement émus par l'augmentation des primes d'assurance grêle et la diminution envisagée des prestations fournies par les compagnies d'assurance en cas de sinistre, considérant que l'assurance grêle est obligatoire si l'agriculteur veut bénéficier du fonds des calamités agricoles, demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il lui paraît normal que les compagnies d'assurance aient augmenté brusquement de 36 p. 100 le montant des primes et aient diminué d'environ 10 p. 100 le montant des prestations qu'elles auront à fournir. (*Question du 1^{er} décembre 1971.*)

Réponse. — Le problème soulevé par l'honorable parlementaire a retenu l'attention des autorités compétentes qui n'ont pas manqué de suivre attentivement les résultats de la branche d'assurance contre la grêle en France. Cette branche a supporté, en effet, en 1971, du fait d'un ensemble de sinistres d'une gravité exceptionnelle, intervenus en France et dans divers pays européens, les résultats les plus lourdement déficitaires de ces dernières années. C'est ainsi que le rapport des sinistres aux primes de l'assurance grêle, dont le maximum compatible avec l'équilibre des comptes de l'assurance avoisine 70 p. 100, peut être actuellement évalué à 200 p. 100 pour l'année 1971 et à 90 p. 100 pour la moyenne des dix années 1962 à 1971. Cette situation, qui s'explique à la fois par les circonstances climatiques exceptionnelles de 1971 et par une tendance à l'alourdissement du risque liée aux progrès technologiques de l'agriculture, a rendu indispensable l'intervention de mesures propres à rétablir l'équilibre des opérations en cause. Sous le contrôle des pouvoirs publics, l'ensemble des organismes participant à l'assurance grêle ont ainsi décidé d'introduire progressivement dans les contrats une franchise permettant de réduire le poids des petits sinistres et des revalorisations de primes, variables selon les résultats statistiques des différentes localités. Compte tenu de la gravité des résultats rappelés ci-dessus, il apparaît que ces mesures conditionnent le maintien, au profit de l'agriculture française, des mécanismes de protection fournis par l'assurance grêle, mécanismes qui reposent eux-mêmes sur un concours non négligeable de la réassurance internationale.

Suppression des postes comptables.

10924. — **M. Henri Caillavet** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il est exact que ses services envisagent la suppression de nombreux postes comptables en Lot-et-Garonne, comme d'ailleurs dans tout le territoire national. Ne pense-t-il pas qu'une telle réduction contredirait singulièrement la politique de décentralisation envisagée et proposée par le Gouvernement. Ne considère-t-il pas au contraire comme fécond le fait que le contribuable soit aussi proche que possible des services de recettes, afin par exemple d'être mieux considéré et alors que surtout les perceptions recueillent la quasi-totalité de l'épargne en milieu rural. En conséquence, ne devrait-on pas conclure que les suppressions envisagées seraient dommageables tant sur le plan du service que des usagers ainsi que des collectivités locales, la centralisation excessive nuisant à l'équilibre social. (*Question du 1^{er} décembre 1971.*)

Réponse. — Le dessin des circonscriptions perceptoriales actuelles remonte pour l'essentiel au siècle dernier et se trouve inadéquat aux profonds mouvements de population et d'activité qui se sont produits depuis lors. C'est pourquoi une révision générale du réseau des perceptions a été mise à l'étude en vue de rechercher une meil-

leure adaptation des services comptables du Trésor aux besoins du service public et de la population. Dans les zones rurales, il paraît souhaitable d'implanter des postes comptables dotés d'effectifs suffisamment nombreux permettant de parvenir à une division rationnelle du travail et à une certaine mécanisation des tâches. Les comptables, chefs de postes, seraient ainsi libérés des travaux matériels et plus largement disponibles, au bénéfice des autorités locales et de la population. Dans les zones urbaines, les postes doivent être multipliés pour assurer un meilleur contact avec les usagers et avec les autorités locales, particulièrement surchargées dans les grandes agglomérations. C'est dans ces directions que des études ont été entreprises par les services compétents du ministère de l'économie et des finances. Ainsi que les débats sur la loi de finances pour 1972 ont à nouveau permis de l'affirmer à l'Assemblée nationale, ces études sont toujours en cours. Elles sont, en effet, longues car elles doivent tendre à dégager des solutions alternatives susceptibles non seulement de satisfaire aux intérêts locaux, mais encore de respecter les cohérences d'ensemble à l'intérieur de chaque département comme entre départements. Il ne s'agit pas, en effet, d'arrêter définitivement à ce stade les mesures d'organisation, mais d'élaborer un ensemble de propositions sur lesquelles des consultations très ouvertes permettront de recueillir des suggestions et de recenser les préoccupations des autorités locales.

Sociétés (procédure de l'augmentation de capital).

10979. — **M. Henri Caillavet** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la législation en vigueur prévoit que les sociétés peuvent procéder dans des conditions favorables à une augmentation de capital par incorporation de la réserve spéciale de réévaluation, à la condition de réaliser cette opération avant le 31 mars 1972. Une telle opération nécessitant une assemblée générale extraordinaire, sauf le cas où pouvoir a été donné depuis moins de cinq ans au conseil d'administration, il lui demande si, afin d'éviter la convocation de plusieurs assemblées et les pertes de temps et d'argent qui en résultent, il ne serait pas souhaitable d'envisager un report de délai pour les augmentations de capital, soit pour lier l'assemblée générale extraordinaire à l'assemblée ordinaire qui se tiendra normalement avant le 30 juin 1972, soit pour jumeler l'augmentation de capital avec la modification qui doit être apportée aux statuts en ce qui touche les limites d'âge des dirigeants, avant le 1^{er} octobre 1972. (*Question du 18 décembre 1971.*)

Réponse. — Depuis son institution par l'article 59 (§ 4), de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959, le régime de faveur auquel fait allusion l'honorable parlementaire a fait l'objet de quatre prorogations successives. Les sociétés intéressées ont eu ainsi largement le temps de prendre les dispositions juridiques nécessaires pour pouvoir incorporer au capital social leur réserve spéciale de réévaluation. Dans ces conditions, il ne peut pas être envisagé de prévoir un nouveau report de la date d'expiration du délai d'application de ce régime de faveur, fixée en dernier lieu au 31 mars 1972 par l'article 22-III de la loi de finances pour 1971.

Versement destiné aux transports en commun (région parisienne).

10980. — **Mme Catherine Lagatu** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** de lui indiquer quel a été, pour chacun des mois de septembre, octobre et novembre 1971, le produit du versement destiné aux transports en commun de la région parisienne institué par la loi n° 71-559 du 12 juillet 1971. (*Question du 18 décembre 1971.*)

Réponse. — Il est indiqué à l'honorable parlementaire qu'au 31 décembre 1971 le syndicat des transports parisiens, auquel le produit du versement de transport institué par la loi n° 71-559 du 12 juillet 1971 doit être versé en application de l'article 4-2 du texte législatif, avait reçu des organismes auprès desquels les employeurs assujettis sont tenus de s'acquitter de leur obligation :

Au titre des recouvrements effectués en octobre	23.975.740 F
Au titre des recouvrements effectués en novembre ..	72.007.850 F
Au total, en recouvrements bruts	95.983.590 F

EDUCATION NATIONALE

Université de Paris-I.

10510. — **M. Georges Cogniot** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation qui résulte pour l'université de Paris-I de l'insuffisance numérique des emplois d'enseignants comme des emplois de personnel administratif et de la pénurie des locaux. L'université de Paris-I n'a obtenu en fait de créations de postes que deux maîtrises de conférences, un poste de maître-assistant et trois postes d'assistant, alors qu'il lui en aurait fallu dix fois davantage. Trente emplois de personnel administratif font défaut. Il lui demande ce qui est prévu pour remédier à ces graves carences. Il

s'inquiète également de la situation des locaux, les enseignants étant répartis sur dix-sept bâtiments sans que les étudiants puissent travailler convenablement dans des salles surabondantes; en conséquence, il lui demande à quelle date précise commenceront les travaux du futur bâtiment (Tolbiac) et à quelle date précise ce bâtiment pourra entrer en service. (*Question du 8 juin 1971.*)

Réponse. — Pour la rentrée universitaire 1971, l'université de Paris-I a bénéficié de la création de sept emplois de maître de conférences, de cinq emplois de maître-assistant et de douze emplois d'assistant. En ce qui concerne le personnel administratif seize emplois nouveaux ont été créés en 1971 au bénéfice de cette université. Enfin un crédit de 10.000.000 de francs est inscrit au budget de 1971 pour la construction, rue de Tolbiac, d'un centre universitaire dépendant de l'université de Paris-I; le complément de crédit nécessaire pour l'achèvement de cette opération figure au budget de 1972. La situation de l'université de Paris-I ne s'écarte pas sensiblement des moyennes nationales déterminées statistiquement pour l'ensemble des universités. En effet, si la situation de cette université correspond sensiblement à la moyenne nationale en ce qui concerne les emplois de personnel administratif, elle est supérieure à celle-ci pour ce qui est des emplois de personnel enseignant, et de façon très notable si l'on tient compte des dotations en crédits d'heures complémentaires.

Classement à l'agrégation.

10653. — **M. Pierre Giraud** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** si, à une époque où l'on voit un champion de ski en « écraser » un autre de « quelques centièmes de seconde », où l'on accorde les bonifications aux premiers d'une étape de tour de France et où les champions de natation se rasent les poils pour améliorer leurs temps, il ne trouve pas étonnante la publication par ordre alphabétique des résultats obtenus à certaines agrégations de l'enseignement secondaire. Il lui demande, pour le cas où deux agrégés issus du même concours demandent le même poste, s'ils devront le jouer au 421. (*Question du 3 août 1971.*)

Réponse. — Considérant avec sérieux un problème qui l'est, le ministre de l'éducation nationale se fait un devoir d'indiquer à l'honorable parlementaire que les décisions d'admission à l'agrégation ont été pour la première fois, présentées par l'administration d'une façon plus commode, ordre alphabétique des noms des lauréats, avec mention pour chacun de son rang de classement. Il est possible que les organes de presse n'aient pas toujours adopté cette présentation, qui présente nombre d'avantages : elle permet aux candidats, lors de l'affichage des listes, de prendre plus aisément et plus rapidement connaissance de leur résultat, elle est d'une exploitation plus facile pour les services administratifs, elle permet d'éviter certaines erreurs (en cas d'homonymie par exemple), etc. Cette utile innovation est naturellement sans effet sur la procédure de choix, par les intéressés, de leur première affectation.

Sorties éducatives (gratuité du zoo de Vincennes).

10812. — **Mme Catherine Lagatu** signale à **M. le ministre de l'éducation nationale** que, dans le cadre des sorties éducatives, les jeunes élèves de Paris sont souvent conduits au zoo de Vincennes. Elle lui demande de bien vouloir intervenir auprès du ministère intéressé pour que l'entrée des groupes d'enfants accompagnés par leurs maîtres ou maîtresses soit gratuite. (*Question du 4 novembre 1971.*)

Réponse. — La question évoquée n'a pas manqué d'être examinée avec la plus grande attention. Il n'est malheureusement pas possible de donner satisfaction à cette demande; une telle mesure aurait pour effet de compromettre l'équilibre financier qui est de règle dans la gestion du parc zoologique. Il est souligné par ailleurs qu'un effort important est dès à présent consenti en faveur des groupes scolaires, pour lesquels il n'est perçu qu'un droit de 0,50 franc par personne.

Logement des instituteurs.

10866. — **M. Edgar Tailhades** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'un ménage d'instituteurs enseigne dans deux communes distantes de plus de 20 kilomètres et que chaque commune met à la disposition du couple un logement de fonction. Il lui demande si le maire de la commune où le couple refuse de résider est en droit de refuser l'indemnité compensatrice de logement. (*Question du 17 novembre 1971.*)

Réponse. — Les dispositions du troisième alinéa du décret du 21 mars 1922 prévoient que « quand les communes sont distantes de plus de 2 kilomètres, chacun des conjoints reçoit l'indemnité représentative de logement. S'ils ont des enfants, le père reçoit l'indemnité de père de famille, la mère l'indemnité de célibataire ». S'agissant de conjoints qui, par définition, vivent sous le même toit, l'attribution d'un logement de fonction à l'un d'entre eux exclut

l'attribution d'un logement à l'autre, qui doit en conséquence percevoir l'indemnité représentative prévue par ledit paragraphe. Il est cependant admis que si le logement de l'épouse ou les conjoints se sont installés tient compte de la situation de famille, son mari ne peut prétendre à la majoration du quart prévue à l'article 2, deuxième alinéa, du décret du 21 mars 1922.

Enseignement des mathématiques dans le secondaire.

10896. — **M. Edgar Tailhades** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les mathématiques modernes sont aux programmes des classes de sixième, cinquième et quatrième du premier cycle, alors qu'elles ne seront au programme de la classe de troisième qu'à la rentrée scolaire de 1972. Il lui demande la situation qui sera celle des élèves de troisième qui devront redoubler cette classe l'an prochain (1972-1973) : seront-ils astreints à cette discipline nouvelle pour eux au côté de condisciples qui l'auront pratiquée depuis trois ans. Il lui demande également s'il n'envisage pas le maintien en classe de troisième pour la prochaine année scolaire de sections dans lesquelles seraient enseignées les mathématiques traditionnelles. Il est à noter que cette situation intéresse en outre les élèves de seconde qui seraient amenés à redoubler cette classe en 1973-1974. (*Question du 25 novembre 1971.*)

Réponse. — La refonte de l'enseignement des mathématiques dans les classes du premier cycle du second degré a été entreprise à la rentrée scolaire de 1969 dans les classes de sixième et s'est étendue aux classes de cinquième et de quatrième lors des rentrées de 1970 et de 1971. Cette réforme atteindra donc les classes de troisième en 1972-1973 et les difficultés que risquent alors de rencontrer les élèves appelés à redoubler la classe de troisième ne sont pas ignorées de l'administration. Les mesures permettant de régler au mieux la situation de ces élèves sont actuellement en cours d'étude et feront l'objet d'une prochaine décision.

Dépenses d'investissement et de fonctionnement des facultés de médecine et de pharmacie.

10936. — **M. Jacques Henriot** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que, lorsque le Gouvernement accepta de transformer les écoles de médecine et pharmacie en facultés de médecine et pharmacie, il a, en même temps, voulu que les dépenses d'investissement et de fonctionnement soient partagées entre l'Etat et la ville siège de la nouvelle faculté. Or il apparaît que les charges qui incombent aux collectivités locales, d'abord imprévues, sont devenues de plus en plus importantes et même insupportables. Il est, d'autre part, évident que la charge de l'enseignement supérieur incombe non à la collectivité locale mais à la collectivité nationale, car le recrutement des étudiants, puis leur dispersion dans la vie, intéresse l'ensemble de la nation, voire même de l'Europe. Il lui demande s'il ne conviendrait pas que l'Etat prenne en charge la totalité des dépenses engagées pour le fonctionnement des facultés de médecine, filles des écoles de médecine. Il lui propose, comme solution de moindre effort, que la prise en charge par l'Etat soit progressive et que, par exemple, chaque année, le pourcentage de participation de l'Etat soit augmenté pour arriver à une prise en charge totale dont la date, pour les prévisions budgétaires de la collectivité locale intéressée, pourrait être fixée avec une certaine précision. Pour être pratique et efficace, il lui demande que cette prise en charge par l'Etat passe dans le budget de 1973 à 60 p. 100, dans celui de 1974 à 70 p. 100 pour en arriver à la prise en charge totale en 1977. (*Question du 3 décembre 1971.*)

Réponse. — La transformation de certaines écoles de médecine en établissements d'enseignement supérieur de médecine est subordonnée à l'engagement des collectivités locales sur le territoire desquelles ces établissements sont installés de continuer à prendre à leur charge la moitié des dépenses de construction, d'aménagement et d'équipement telles qu'elles seront définies dans un programme. Toutefois, le ministère de l'éducation nationale ne méconnaît pas le poids que font supporter aux collectivités locales les contributions ainsi demandées. Pour alléger les charges pesant sur elles et compte tenu de l'élargissement du recrutement des étudiants qui revêt actuellement un caractère d'ordre régional, voire national, une étude est entreprise en vue de réexaminer le problème que posent les participations financières des villes à ces équipements. En ce qui concerne les crédits de fonctionnement, il n'est plus fait de distinction entre écoles et facultés de médecine, qui constituent toutes désormais des unités d'enseignement et de recherche (U. E. R.). Par ailleurs, l'application de critères nationaux pour la répartition des subventions aux universités est fondée sur certains éléments objectifs de dépenses communs à toutes les universités ; dans le cadre de ces critères tels qu'ils sont actuellement appliqués, les subventions de l'Etat ne sont donc pas diminuées dans le cas où les collectivités locales prennent en charge une partie des dépenses de fonctionnement, cet effort des municipalités pouvant s'analyser comme une marque de l'intérêt qu'elles portent au développement de l'enseignement supérieur sur leur territoire.

Enseignement des sciences physiques : réduction d'horaire.

10957. — **M. Marcel Fortier** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'un nouvel horaire est entré en vigueur dans les classes de seconde des lycées à la rentrée scolaire 1969, réduisant d'une heure (quatre heures au lieu de cinq heures) l'horaire des sciences physiques. Cet horaire devait être augmenté d'une heure hebdomadaire pour les classes terminales scientifiques à la rentrée scolaire 1971. Au moment où l'on incite les élèves à se diriger vers les études scientifiques, il lui demande s'il ne lui paraît pas indispensable de rendre effective cette augmentation de l'horaire hebdomadaire dès la rentrée scolaire d'octobre 1972. (*Question du 13 décembre 1971.*)

Réponse. — Il est vrai qu'une augmentation des horaires de sciences physiques en classes terminales qui fut un temps envisagée, n'a finalement pas été retenue. Cette augmentation, qui n'aurait d'ailleurs pas coïncidé avec une modification des programmes, aurait abouti, compte tenu de l'augmentation de l'horaire de mathématiques, à une surcharge excessive pour les élèves de ces classes. En outre, il n'était pas souhaitable d'anticiper sur les propositions que présentera, dans ce domaine, la commission de réforme des enseignements de physique, de chimie et de technologie, dont les travaux commencés dans le courant du mois de mai 1971 se poursuivent. Toutefois, cette décision ne signifie nullement que soit perdue de vue la nécessité de renforcer et de rénover les enseignements scientifiques, et d'orienter vers eux une proportion croissante des élèves du second cycle. Il appartient en particulier à la commission présidée par M. Lagarrigue de préparer un plan d'ensemble qui définisse la place des sciences expérimentales dans un enseignement adapté aux besoins de notre temps. D'ores et déjà la création et la généralisation progressive en classes de quatrième et troisième de l'enseignement de la technologie, dont le contenu devra d'ailleurs être précisé par la commission Lagarrigue, manifestent le souci d'éveiller la curiosité des élèves au monde scientifique et technique.

Situation des agents de service titulaires.

10965. — **M. Charles Allières** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** les mesures qu'il compte prendre concernant la situation des agents de service titulaires employés comme agents de bureau dans les établissements d'enseignement secondaire et supérieur. (*Question du 15 décembre 1971.*)

Réponse. — La situation des agents de service titulaires employés à des tâches de bureau peut être régularisée, dans la limite des emplois vacants d'agents de bureau et conformément à la réglementation en vigueur, par la procédure du détachement d'un an suivi d'une intégration, dans la mesure où les intéressés se trouvent classés au même groupe de rémunération.

Convention avec la faculté libre de médecine de Lille.

10970. — **M. Marcel Guislain** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur le projet de convention entre les unités d'enseignement et de recherche de sciences médicales de l'université du droit et de la santé de Lille représentées par leurs directeurs et l'institut catholique de Lille représenté par le doyen de la faculté libre de médecine. Cette convention comporte des dérogations importantes au programme détaillé des enseignements théoriques et pratiques : « La faculté libre de médecine de Lille propose au président du comité de coordination des études médicales, pour le 1^{er} juin de chaque année, le programme détaillé des enseignements théoriques, dirigés et pratiques qu'elle compte dispenser au cours de l'année universitaire suivante, qu'il s'agisse d'enseignements obligatoires ou d'enseignements optionnels ». En outre, dans son article 5 (§ 4), il est dit : « Il y a deux sessions d'examen par an. Pour la première session, la note obtenue par l'étudiant aux contrôles continus ou périodiques entre au maximum pour 30 p. 100 dans la note globale de l'examen. » Il lui demande la raison pour laquelle un programme spécial peut être proposé et accepté alors que les étudiants de la faculté libre devraient se soumettre aux mêmes programmes et enseignements qui sont dispensés aux étudiants de la faculté de médecine de l'Etat. Il s'étonne en outre de la rédaction du troisième paragraphe de l'article 5 de cette convention qui semble accorder en priorité et d'avance un avantage de points de 30 p. 100 dans la note globale de l'examen. Cette disposition semble accorder une bonification de 30 p. 100 des points obtenus. Si cette interprétation est exacte, elle donne un avantage certain aux étudiants de la faculté catholique sur leurs collègues étudiants de la faculté de l'Etat. Il lui demande ce qu'il compte faire pour égaliser les chances de tous les étudiants sans s'opposer pour autant à la rédaction d'une convention permettant l'enseignement à la faculté catholique de médecine tout en respectant les normes

exigées pour les étudiants de l'Etat. (Question du 17 décembre 1971 transmise pour attribution par M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale à M. le ministre de l'éducation nationale.)

Réponse. — Le problème posé par les candidats aux différents diplômes nationaux inscrits dans des établissements privés d'enseignement supérieur a fait l'objet de l'article 5 de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur aménagée en certaines de ses dispositions par la loi n° 71-557 du 12 juillet 1971. Ce texte a posé le principe de l'extension aux étudiants des établissements privés d'enseignement supérieur des modalités de vérification des aptitudes et des connaissances prévues pour les étudiants inscrits dans les établissements publics. Ce même texte précise les différentes formes que pourra prendre la mise en œuvre de ce principe. Il dispose notamment que des conventions pourront être conclues entre les universités et les établissements privés d'enseignement supérieur. Il est naturel que ces conventions relatives aux modalités de vérification des connaissances définissent également les programmes sur lesquels portera le contrôle. En effet l'organisation actuelle des enseignements laisse une part à l'initiative et à la décision des établissements. Cette règle s'applique aux établissements privés d'enseignement supérieur dans les mêmes conditions qu'aux établissements publics. Il n'en demeure pas moins évident que ces programmes doivent comporter une partie obligatoire qui ne peut être que celle définie par la réglementation. Par ailleurs, le projet de convention à laquelle se réfère l'honorable parlementaire ne prévoit nullement l'attribution d'une majoration de points aux étudiants des établissements privés. Il prévoit simplement la prise en considération des épreuves de contrôle continu subies dans ces établissements. Cette disposition n'est pas en contradiction avec les dispositions de la loi précitée.

Personnel-effectifs

10973. — M. Robert Schwint souhaite obtenir de M. le ministre de l'éducation nationale les renseignements suivants: 1° nombre de postes de chefs d'établissements vacants du 1^{er} et 2^e cycle secondaire (principaux, proviseurs) à la rentrée scolaire 1971, par académie, et pourvus, rectoralement (pour les hommes et les femmes dans les collèges d'enseignement secondaire et lycées). 2° Nombre de postes vacants de censeurs de lycées (hommes et dames) à la rentrée scolaire 1971, par académie, et pourvus rectoralement. 3° Nombre de chefs d'établissements du 1^{er} et 2^e cycle du second degré issus: a) du corps des professeurs certifiés; b) du corps des conseillers principaux d'éducation (ventilation à établir entre hommes et dames pour les C. E. S. et les lycées). 4° Nombre de postes de censeurs (hommes et dames) de lycée à la rentrée scolaire 1971, issus: a) du corps des professeurs certifiés; b) du corps des conseillers principaux d'éducation. 5° Nombre de principaux, directrices de C. E. S. (au titre du dixième des postes); nombre de censeurs (hommes et dames) au titre du vingtième des postes. (Question du 17 décembre 1971.)

Réponse. — 1 et 2. Le nombre de postes de chefs d'établissements restés vacants après la rentrée scolaire 1971-1972 et pourvus rectoralement s'établit comme suit:

ACADÉMIES	PROVISEURS	DIRECTRICES de lycées.	PRINCIPAUX et directrices de C. E. S.	CENSEURS	
				Hommes	Dames
Aix	0	0	7	2	0
Amiens	1	0	16	2	0
Besançon	0	0	2	4	1
Bordeaux	2	1	11	1	2
Caen	1	0	6	2	1
Clermont	0	0	2	0	0
Dijon	1	0	3	4	0
Grenoble	1	0	2	1	1
Lille	0	0	25	8	3
Limoges	0	1	3	1	0
Lyon	3	0	1	1	0
Montpellier ..	0	0	6	4	0
Nancy	0	0	22	2	1
Nantes	0	0	11	2	0
Nice	0	0	0	3	0
Orléans	1	0	8	5	2
Paris	1	1	39	12	3
Poitiers	0	0	4	3	0
Reims	1	0	11	2	1
Rennes	1	0	7	2	0
Rouen	0	0	15	2	1
Strasbourg	1	0	25	6	3
Toulouse	2	0	5	4	0
Totaux ...	16	3	231	73	19
		19		92	

3. a) Nombre de proviseurs et de directrices de lycées nommés à la rentrée scolaire 1971-1972 et issus:

Du corps des professeurs certifiés:	
Proviseurs	39
Directrices	12
	51

Du corps des C. P. E.:	
Proviseurs	3
Directrices	5
	8

b) Nombre de principaux et de directrices de C. E. S. nommés à la rentrée scolaire 1971-1972 et issus:

Du corps des professeurs certifiés:	
Principaux	142
Directrices	51
	193

Du corps des C. P. E.:	
Principaux	25
Directrices	19
	44

4. Nombre de censeurs nommés à la rentrée 1971-1972 et issus:

Du corps des professeurs certifiés:	
Hommes	50
Dames	20
	70

Du corps des C. P. E.:	
Hommes	25
Dames	25
	50

5. a) Nombre de principaux et de directrices de C. E. S. non licenciés nommés à la rentrée scolaire 1971 au titre du 1/10:

Principaux	25
Directrices	5
	30

b) Nombre de censeurs non licenciés, nommés à la rentrée 1971 au titre du 1/20:

Hommes	6
Dames	2
	8

Allocation pour la garde de jeunes enfants.

10975. — M. Catherine Lagatu demande à M. le ministre de l'éducation nationale de bien vouloir lui donner des précisions concernant l'application de la circulaire n° 71-62 du 12 février 1971. Cette circulaire étend le bénéfice de l'allocation pour la garde de jeunes enfants à l'ensemble des fonctionnaires et agents non titulaires féminins de l'éducation nationale. En conséquence, elle désire connaître: 1° le nombre total des fonctionnaires de l'éducation nationale qui ont à charge un enfant de moins de trois ans; 2° le nombre de fonctionnaires de l'éducation nationale qui remplissent les conditions indiciaires prévues pour bénéficier de l'allocation; 3° le nombre de femmes qui ont effectivement bénéficié de cette allocation; 4° le nombre de places, en crèches, que le ministère de l'éducation nationale met à la disposition de ses agents. (question du 17 décembre 1971.)

Réponse. — La circulaire n° 71-62 du 12 février 1971 dont fait état l'honorable parlementaire n'a fait que reprendre, pour en assurer la diffusion parmi les personnels de l'éducation nationale, et pour en définir les modalités pratiques d'utilisation, des dispositions arrêtées au niveau interministériel et intéressant tous les agents de la fonction publique. C'est, en effet par une circulaire conjointe du secrétaire d'Etat, auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique, et du ministre de l'économie et des finances, en date du 28 janvier 1971, que l'indemnité de crèche, initialement instituée dans les seuls départements de la région parisienne, a été étendue à tous les départements métropolitains. Ce dernier texte a précisé, d'autre part, que l'allocation était accordée aux fonctionnaires et agents non titulaires féminins ainsi qu'aux personnels masculins veufs ou divorcés ayant un indice de traitement inférieur ou égal à l'indice réel majoré 395,

pour la garde d'enfants de moins de trois ans auprès d'une crèche ou d'une nourrice agréée par les services du ministère de la santé publique et de la sécurité sociale. Le taux de l'allocation a été fixé à 4,50 francs par enfants, pour chaque jour ouvrable, en dehors des périodes pendant lesquelles l'agent bénéficiaire se trouve en congé. Au sein de l'éducation nationale, les statistiques dressées à l'occasion de l'application de ces dispositions ont été établies à partir des documents comptables utilisés pour la mise en place des crédits nécessaires au paiement de l'allocation auprès des préfets, ordonnateurs secondaires. Ces documents qui permettent d'apprécier la dépense globale par département sont essentiellement fondés sur le nombre des enfants ouvrant droit au bénéfice de l'allocation et sur le nombre des journées de garde, l'indication du nombre des personnels pouvant effectivement percevoir l'allocation n'ayant aucune incidence à cet égard. D'après les chiffres relevés à la date du 1^{er} décembre 1971, le nombre des enfants ayant donné lieu au paiement de l'indemnité considérée est de 7.415, le nombre des journées de garde subventionnées s'élève à 876.256 francs. D'autre part, les personnels qui ne peuvent justifier que de l'une des conditions requises soit du point de vue de leur indice de traitement, soit parce qu'ils ont un enfant de moins de trois ans, ne peuvent prétendre au bénéfice de cette allocation. Dans ces conditions, il n'y a pas eu lieu de les recenser en vue de l'application des dispositions prévues en la matière puisqu'ils n'étaient pas concernés par celles-ci. En ce qui concerne le nombre de places offertes aux agents, il convient d'observer que le ministère de l'éducation nationale n'a pas la possibilité d'aménager ses propres crèches ou de s'assurer des places dans des établissements existants, à l'intention de ses personnels. En effet, les objectifs en matière d'action sociale dans la fonction publique sont définis au niveau interministériel. Les moyens en crédits budgétaires d'œuvres sociales affectés à chaque département ministériel ne peuvent être utilisés que pour des actions bien précises faisant l'objet d'une réglementation établie par les services du secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique, en liaison avec ceux du ministère de l'économie et des finances. Dans ces conditions, le ministère de l'éducation nationale, s'il a des besoins particuliers à faire valoir ou des propositions à formuler, s'il souhaite notamment une augmentation du nombre des établissements d'accueil ainsi que l'intervention de mesures propres à faciliter le placement des enfants de ses agents, ne peut avoir en ce domaine aucune initiative déterminante au profit exclusif de ses personnels.

EQUIPEMENT ET LOGEMENT

Taxe locale d'équipement : bâtiments agricoles.

10814. — **M. Raoul Vadepier** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 16 de la loi n° 71-581 du 16 juillet 1971 a permis d'exclure les bâtiments agricoles du champ d'application de la taxe locale d'équipement. Il lui fait observer cependant que ce texte ne résout pas le problème des bâtiments qui ont été imposés entre le 1^{er} octobre 1968 et le 17 juillet 1971. Il lui demande en conséquence si les communes peuvent appliquer rétroactivement l'article 16 de la loi du 16 juillet 1971 afin que les agriculteurs qui ont été imposés ne fassent pas les frais d'un texte qui était inadapté et dont le Gouvernement a estimé nécessaire de demander au Parlement la modification. (*Question du 4 novembre 1971 transmise pour attribution par M. le ministre de l'économie et des finances à M. le ministre de l'équipement et du logement.*)

Réponse. — Les dispositions de l'article 16-III de la loi n° 71-581 du 16 juillet 1971 constituent effectivement un avantage pour les constructeurs de bâtiments à usage agricole dont le permis de construire est délivré postérieurement à la promulgation de ce texte et situés dans les communes ayant exempté de la taxe les bâtiments agricoles. Toutefois, la loi n'ayant pas prévu de donner à ces dispositions un caractère rétroactif, les communes ne peuvent elles-mêmes dispenser de la taxe les constructeurs de bâtiments agricoles ayant fait l'objet d'un permis de construire antérieur à la loi susvisée. Il y a lieu de préciser que les mesures prises par le même texte en matière de taxe locale d'équipement à l'égard d'autres catégories de constructeurs ne sauraient non plus être appliquées rétroactivement par les conseils municipaux.

M. le ministre de l'équipement et du logement fait connaître à **M. le président du Sénat** qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 10959 posée le 13 décembre 1971 par **M. Etienne Dailly**.

Disparition des bidonvilles (crédits).

10960. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre de l'équipement et du logement** quelle est l'importance des crédits qu'il compte engager en 1972 pour accélérer la disparition des bidonvilles dans la région parisienne. Il souhaiterait également connaître le résultat de la campagne menée au sujet de ces opérations en 1970 et en 1971. (*Question du 13 décembre 1971.*)

Réponse. — En 1970, des crédits correspondants à 1.537 logements H. L. M. et P. L. R., complétés par une dotation de 31.912.000 francs sur le chapitre budgétaire 65-30, ont été affectés, en région parisienne, à la résorption de bidonvilles et de taudis. Cet effort a permis d'assurer le relogement de 4.493 isolés et 1.367 familles. En 1971, les opérations lancées représentent 2.387 logements, dont 244 en cités de transit, 910 définitifs et divers logements-foyers. Par ailleurs, la dotation sur le chapitre 65-30 s'est élevée à 32.334.000 francs. Les informations recueillies sur les résultats obtenus en 1971 ne concernent que les neuf premiers mois de l'année: 960 familles et 1.653 isolés ont été relogés. Elles sont en deçà de la réalité: un certain nombre d'opérations ponctuelles ou promotionnelles, tel l'accès en H. L. M. de familles provenant de cités de transit, ne sont comptabilisées qu'en fin d'année; par ailleurs, le fonds d'action sociale pour les travailleurs migrants, dont la tutelle est assurée par le ministère du travail, de l'emploi et de la population, participe également à l'effort de relogement des populations intéressées, d'origine étrangère. La disparition quasi totale des isolés en bidonville explique, de plus, les résultats relativement faibles les concernant. En 1972, comme pour les exercices précédents, le Gouvernement a décidé d'affecter une dotation spéciale de logements à la résorption de l'habitat insalubre. Une circulaire du 2 septembre 1971 a demandé aux préfets de région de dresser l'état de leurs besoins. Mais les réponses ne sont pas toutes parvenues et, de ce fait, la dotation globale n'a pu encore être répartie entre les régions. Quant aux crédits du chapitre 65-30, ils ont été globalement portés, pour 1972, à 125 millions de francs, au lieu de 97.500.000 francs en 1971.

INTERIEUR

Loi régissant l'affichage (Bas-Rhin).

10858. — **M. Michel Kauffmann** expose à **M. le ministre de l'intérieur** qu'en matière d'affichage dans les départements du Rhin et de la Moselle, il croyait encore en vigueur une loi locale, qui confère aux maires la réglementation qui s'y rattache, mais que cette loi était souvent contestée par des afficheurs qui invoquent la loi du 17 avril 1943. Il lui demande de préciser dans quelles conditions l'une ou l'autre loi est applicable, ou si effectivement la loi de 1943 a abrogé la loi locale du 5 juillet 1906. (*Question du 6 novembre 1971.*)

Réponse. — La loi locale du 10 juillet 1906 sur l'affichage et celle du 7 novembre 1910 sur la protection de l'esthétique en ce qui concerne l'aspect extérieur des constructions furent abrogées une première fois, par suite de l'introduction des lois pénales françaises en vertu d'un décret du 25 novembre 1919, ratifié par la loi du 30 décembre 1920. Toutefois, l'article 2 de la loi du 29 juillet 1925 remit en vigueur les lois locales précitées. Néanmoins, par deux arrêts du 5 juillet 1961 et du 6 décembre 1964, la Cour de cassation (chambre criminelle) a considéré que le décret du 30 octobre 1935, « relatif à la protection des monuments historiques et des paysages contre les abus de l'affichage », était applicable à l'ensemble du territoire et qu'à compter de son entrée en vigueur, les lois locales précitées avaient de nouveau cessé d'être applicables; cette abrogation implicite eut pour conséquence d'introduire de plein droit la législation générale de l'affichage dans les départements du Rhin et de la Moselle. Cependant, le décret du 30 octobre 1935 a été lui-même abrogé par la loi du 12 avril 1943, « relative à la publicité par panneaux-réclame, par affiches et aux enseignes », elle-même rendue exécutoire dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle par le décret n° 50-420 du 30 mars 1950. C'est donc la loi du 12 avril 1943 qui est considérée comme régissant actuellement lesdits départements en matière d'affichage.

Communautés urbaines (indemnités de fonction).

10925. — **M. Marcel Guislain** expose à **M. le ministre de l'intérieur** qu'en application de l'article 7 de la loi du 24 juillet 1952, la communauté urbaine de Lille a voté des indemnités de fonction aux conseillers communautaires. D'autre part, compte tenu que soixante petites et moyennes communes ne sont représentées que par seize délégués, elle a décidé, aux termes de l'article 3 de son règlement intérieur, que les quarante-quatre maires ne siégeant pas au conseil de communauté pourraient participer, avec voix consultative, aux

réunions des commissions. Les maires concernés qui veulent réellement participer doivent effectuer de nombreux déplacements et doivent subir des pertes de salaires. De toute évidence, les indemnités forfaitaires de fonctions servies sur les budgets municipaux, conformément à la loi précitée du 24 juillet 1952, ne couvrent pas ces charges supplémentaires. En conséquence, il lui demande si, dans un tel cas, une communauté urbaine peut allouer, sur son propre budget, des indemnités forfaitaires ou des vacances par présence effective, aux maires non membres du conseil de communauté. (*Question du 1^{er} décembre 1971.*)

Réponse. — Les charges supplémentaires assumées par les maires à l'occasion de leur participation aux commissions d'une communauté urbaine ne peuvent être considérées comme couvertes par les indemnités de fonctions qui leur sont versées en application de la loi du 24 juillet 1952. Instituées pour leur permettre de faire face aux dépenses qu'entraîne l'exercice de leur mandat, ces indemnités ne servent à couvrir que les seuls frais de déplacement incombant à ces administrateurs en vertu d'une obligation résultant d'une disposition législative ou réglementaire expresse. Compte tenu du fait que c'est en application du règlement intérieur de la communauté urbaine de Lille que les maires peuvent être appelés à siéger, avec voix consultative, aux réunions des commissions, leurs frais de déplacement peuvent être supportés par le budget communautaire. Il peut être admis également que ces frais soient mis à la charge des budgets municipaux en vertu de l'article 12 de la loi susvisée du 24 juillet 1952 stipulant que « les frais de mission exposés par les maires, conseillers municipaux, etc. dans l'accomplissement de mandats spéciaux, peuvent être remboursés forfaitairement dans la limite du montant des indemnités journalières allouées à cet effet aux fonctionnaires de l'Etat appartenant au groupe I. Les dépenses de transport effectuées dans l'accomplissement de ces missions sont remboursées sur présentation d'un état de frais ». L'expression « mandat spécial » s'applique uniquement aux missions accomplies dans l'intérêt de la commune. Cette définition implique pour le conseil municipal l'obligation de prendre une délibération précisant l'objet et la durée de la mission ainsi que l'étendue des pouvoirs conférés au membre du conseil municipal désigné pour l'effectuer.

Enlèvement des ordures : responsabilité des communes.

11000. — **M. Raoul Vadepied** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que de nombreuses communes rurales font appel, pour l'enlèvement des ordures ménagères, à un exploitant agricole qui utilise à cet usage son matériel de culture (tracteur, remorque, etc.). **M. le ministre de l'économie et des finances** a admis dans sa réponse à **M. Henri Caillavet** (n° 10717 *J. O. Sénat* du 1^{er} décembre 1971) que l'entrepreneur devrait être exonéré de la patente. Il résulte de cette position que le contrat qui lie l'intéressé à la commune est un contrat d'entreprise et que la rémunération versée n'a donc pas à être soumise aux cotisations de sécurité sociale. Mais, compte tenu de la nature particulière de ce contrat, et de la faible rémunération versée à l'entrepreneur, il lui demande si la responsabilité de la commune pourrait être engagée en cas d'accident survenant au personnel ou au matériel au cours des opérations de ramassage, et si, en conséquence, la collectivité peut se couvrir en contractant une assurance de responsabilité civile. (*Question du 28 décembre 1971.*)

Réponse. — La personne chargée en vertu d'un marché de l'enlèvement des ordures ménagères est, en sa qualité d'entrepreneur, seule responsable des accidents susceptibles d'être causés au matériel ou au personnel au cours de l'exécution des travaux. Il lui appartient donc de veiller à ce que son personnel soit en règle au regard de la législation sur les accidents du travail et de souscrire les assurances pour se garantir contre les accidents pouvant être causés au matériel. La responsabilité de la collectivité ne pourrait être exceptionnellement engagée que si l'accident trouvait son origine dans un fait de la commune de nature à ouvrir un droit de réparation au profit de la victime de l'accident (ouvrier blessé au cours de son travail en tombant dans une bouche d'égoût mal fermée, par exemple).

Abandon de véhicules sur la voie publique : décrets d'application de la loi.

11003. — **M. Marcel Martin** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que l'article 2 de la loi n° 70-1301, relative à la mise en fourrière, à l'aliénation et à la destruction des véhicules terrestres, prévoit l'intervention d'un décret en Conseil d'Etat pour déterminer les conditions et dates d'application des articles L. 25 à L. 25-5 du code de la route. Il lui demande si ces textes d'application doivent intervenir prochainement, compte tenu de l'urgente nécessité de réduire les difficultés de la circulation dues, notamment, aux abandons de véhicules sur les voies publiques. (*Question du 29 décembre 1971.*)

Réponse. — Dès la parution de la loi du 31 décembre 1970 relative à la mise en fourrière, le ministère de l'intérieur s'est préoccupé

activement de la rédaction d'un avant-projet de décret portant règlement d'administration publique nécessaire à son application. S'agissant d'un texte devant modifier un nombre important d'articles du code de la route, tous ses aspects techniques ont été étudiés en premier lieu avec les différents services intéressés relevant du département. Le texte issu de ces consultations internes a été ensuite soumis à l'agrément des ministères intéressés. Les nombreuses suggestions proposées par certains d'entre eux ont conduit à la rédaction d'un nouveau texte, dont la mise au point a été effectuée au cours de deux réunions interministérielles d'arbitrage tenues à l'Hôtel Matignon les 2 et 23 décembre 1971. L'accord de tous les ministères intéressés ayant été obtenu sur l'ensemble du projet à l'exception d'un point de détail, il sera donc incessamment soumis à l'avis du Conseil d'Etat.

JUSTICE

Plaintes contre des commissaires aux comptes.

10923. — **M. Baudouin de Hauteclocque** demande à **M. le ministre de la justice** de lui indiquer : 1° le nombre de plaintes enregistrées par les parquets généraux contre les commissaires aux comptes depuis l'entrée en vigueur du décret du 12 août 1969 et le sort qui leur a été réservé, en distinguant les cas de non-transmission à syndic, de transmission au syndic ou d'injonction de saisir la chambre de discipline ; 2° le nombre de plaintes disciplinaires enregistrées directement par les syndics (ou les chambres régionales) contre des commissaires aux comptes depuis la mise en place des instances disciplinaires créées par le décret du 12 août 1969, et la suite qui leur a été donnée par le syndic : classement, transmission à la chambre de discipline avec citation du commissaire accusé ; 3° le nombre des acquittements prononcés et des peines infligées en ventilant les sentences selon la nature des peines ; 4° le délai moyen qui s'écoule entre la date de dépôt de la plainte et celle du prononcé de la sentence par la chambre de discipline. (*Question du 1^{er} décembre 1971.*)

1^{re} réponse. — Une enquête est effectuée par les services de la chancellerie qui permettra d'apporter une réponse précise et actualisée aux questions posées par l'honorable parlementaire.

Droit des sociétés.

10942. — **M. Roger Poudonson** demande à **M. le ministre de la justice** si l'article 49 de la loi du 24 juillet 1867, rétabli par l'article 35 de la loi n° 67-559 du 12 juillet 1967, ne concerne que les associés par actions, ou si au contraire il est applicable également aux sociétés à responsabilité limitée (S. A. R. L.) à capital variable et, en conséquence dispense celles-ci des formalités de dépôt et de publication des actes constatant les augmentations ou les diminutions du capital social, notamment en ce qui concerne les décisions prises en ce sens par les associés. (*Question du 7 décembre 1971.*)

Réponse. — En vertu de l'article 48, alinéa 1^{er}, de la loi du 24 juillet 1867 « il peut être stipulé, dans les statuts de toute société, que le capital social sera susceptible d'augmentation par des versements successifs faits par les associés ou l'admission d'associés nouveaux, et de diminution par la reprise totale ou partielle des apports effectués ». L'alinéa 2 de l'article 48 précise que les sociétés, dont les statuts contiendront la stipulation ci-dessus, seront soumises, indépendamment des règles générales qui leur sont propres suivant leur forme spéciale, aux dispositions des articles 49 à 54 de la loi du 24 juillet 1867. Il résulte de ces dispositions qu'une société à responsabilité limitée peut prendre la forme d'une société à capital variable et qu'elle sera soumise alors, d'une part aux dispositions des articles 34 à 69 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 et 20 à 53 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967 d'autre part aux règles des articles 49 à 54 de la loi du 24 juillet 1867. Sous réserve de l'interprétation souveraine des tribunaux, les sociétés à responsabilité limitée à capital variable ne sont donc pas assujetties aux formalités de dépôt et de publication des actes constatant les augmentations ou les diminutions de capital, ou les retraits d'associés, autres que les gérants ou administrateurs, qui avaient lieu conformément à l'article 52 de la loi de 1867.

Procédures de partages.

10982. — **M. Marcel Martin** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur un certain nombre de difficultés dans les procédures de partages. Ces difficultés sont les suivantes : la clause d'attribution, fréquemment insérée au cahier des charges d'une licitation, stipulé que : « Si les feux s'éteignent sur une enchère portée par un des collicants, celui-ci ne sera pas déclaré adjudicataire, mais ce fait vaudra engagement de sa part, comme de la part de ses collicants, d'accepter le bien et d'en faire l'attribution dans le partage définitif pour la somme indiquée au procès-verbal ». Lorsque la condition prévue pour la clause se réalise, c'est-à-dire quand

la plus forte enchère est portée par un colicitant, il est unanimement admis que la licitation ne vaut pas partage partiel mais emporte une simple promesse réciproque des colicitants d'attribuer et de prendre le bien, dans le partage à intervenir, pour le prix fixé aux enchères. Par suite, le bien licité demeure indivis jusqu'au partage définitif. Si l'indivision se prolonge, la valeur du bien à l'époque du partage peut être différente de sa valeur au temps de la licitation, à telle enseigne que son attribution pour le prix fixé aux enchères risque d'entraîner une lésion de plus du quart au détriment des copartageants. Or, l'article 890 du code civil dispose : « Pour juger s'il y a eu lésion, on estime les objets suivant leur valeur à l'époque du partage ». Cela étant, un problème se pose. Faut-il subordonner la réévaluation du bien licité à la survenance d'une lésion qui entacherait le partage si l'on exécutait la promesse sur la base de l'enchère portée au procès-verbal de licitation ? En pareil cas, la caducité de l'enchère reposerait sur la rescision encourue du partage, de telle sorte que, *a contrario*, la promesse d'attribution devrait s'exécuter à la lettre chaque fois qu'elle n'entraînerait pas une lésion de plus du quart. Ou bien faut-il admettre que le bien licité doit être systématiquement réévalué dans le partage définitif, indépendamment de toute éventualité de rescision, l'enchère n'ayant alors qu'une « valeur indicative » ? Si la réévaluation du bien licité à l'époque du partage est pratiquée par application de l'article 890 du code civil, une seconde question se pose. La promesse d'attribution survit-elle à la caducité de l'enchère, ou bien doit-on considérer que la fixation du prix de licitation était un terme essentiel de l'accord des colicitants à telle enseigne que la réévaluation du bien entraîne la rupture de leur engagement réciproque ? Dans cette analyse, il s'ensuivrait une caducité générale de la clause : le colicitant enchérisseur serait délié de son obligation de prendre le bien pour un prix qui ne serait plus celui des enchères ; le bien licité suivrait le sort de tous les autres bien indivis dans le partage, conformément aux règles du droit commun, et ferait notamment l'objet d'un compte de fruits. Il lui demande quelles interprétations il y a lieu, dans les domaines précités, de donner aux textes applicables et quelles sont les solutions qui doivent être retenues. (Question du 18 décembre 1971.)

Réponse. — 1° La promesse d'attribution résultant de l'insertion d'une clause d'attribution au cahier des charges de la licitation a pour effet de maintenir le bien licité dans l'indivision si les feux s'éteignent sur une enchère portée par un des colicitants, à charge pour celui-ci et pour les colicitants de recevoir le bien et d'en faire l'attribution dans le partage définitif pour la somme figurant au procès-verbal. Il s'ensuit que l'article 890 du code civil s'applique au bien licité : pour juger s'il y a eu lésion on doit estimer sa valeur à l'époque du partage. Cette époque est celle du partage partiel si les parties ont exécuté la promesse d'attribution avant le partage global ; elle est celle du partage global dans le cas contraire. 2° Il semble que le redressement des estimations servant de base au partage devrait être subordonné à l'existence d'une lésion de plus du quart au détriment de l'un des copartageants. A défaut, on ne voit pas quel moyen juridique permettrait de mettre en échec la volonté contractuelle des colicitants et la promesse d'attribution qui les lie devrait, semble-t-il, s'exécuter conformément aux clauses du cahier des charges. Mais il y a lieu de noter que la question ne paraît pas tranchée en jurisprudence, certaines décisions ayant fait de la lésion une condition de la révision du prix de licitation, d'autres ayant considéré que l'enchère n'avait qu'une valeur indicative. Il ne semble pas que la cour de cassation ait pris parti sur ce problème. 3° En tout état de cause, l'estimation du bien licité à l'époque du partage entraîne la caducité de l'enchère. Le prix de licitation figurant au procès-verbal constituant un des termes essentiels de l'engagement réciproque souscrit par les colicitants, il paraît logiquement devoir s'ensuivre, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, que la caducité de l'enchère entraîne celle de la promesse entière, considérée sous tous ses aspects. Dès lors le bien licité, comme tout autre bien indivis, se trouverait soumis aux règles de droit commun, tant en ce qui concerne l'évaluation que le partage et le compte des fruits perçus au cours de l'indivision. Sauf le cas où l'enchérisseur, usant de la faculté que lui ouvre l'article 891 du code civil, empêcherait un nouveau partage en offrant une soulte calculée d'après la valeur du bien au jour du règlement.

PROTECTION DE LA NATURE ET ENVIRONNEMENT

Riverains du boulevard périphérique.

10737. — M. Jean Bertaud demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, de bien vouloir à nouveau attirer l'attention des administrations responsables sur la situation plus que pénible dans laquelle se trouvent les riverains du boulevard périphérique, que ceux-ci habitent en banlieue ou à Paris, depuis la mise en service de cette voie de communication rapide. Dans la commune de Saint-Mandé qu'il administre, les réclamations et pétitions se

succèdent et il ne paraît pas que les interventions faites en haut lieu aient jusqu'à ce jour le moindre écho. Des plantations d'arbustes rachitiques ont bien été entreprises sans évidemment diminuer en quoi que ce soit les nuisances qui vont en s'amplifiant. Il apparaîtrait cependant que des dispositions seraient mises au point, notamment à l'Ouest de Paris, pour atténuer sensiblement le bruit. Il s'agirait d'implantation de murs pare-bruits. S'il en est ainsi, il serait indispensable que la partie Est du périphérique ne soit pas traitée en parente pauvre et bénéficie des mêmes avantages que ceux réservés à la partie Ouest. Il lui demande s'il est possible d'apporter quelque apaisement aux populations, à bout de nerfs, concernées. (Question du 22 septembre 1971.)

Réponse. — Dans le cadre de la politique de protection de la nature et d'amélioration de l'environnement préconisées par le Gouvernement, l'administration parisienne a toujours cherché avec beaucoup de soins les solutions qui permettraient d'éviter, à proximité des immeubles d'habitation, certaines nuisances dues à la circulation sur le boulevard périphérique, notamment en matière de bruit. Selon les emplacements, en raison des caractéristiques locales du boulevard périphérique, divers types de solutions peuvent être envisagés : la couverture partielle ou totale du boulevard lorsqu'il est établi en tranchée ; l'établissement d'encorbellements au-dessus d'une partie des chaussées dans le cas de tranchées également ; l'établissement d'écrans latéraux ; la plantation d'arbres en rideaux épais ; l'insonorisation des fenêtres des appartements en remplaçant les vitres existantes par de la glace plus épaisse et en effectuant un calfeutrement des joints des baies. C'est ainsi que les dispositions suivantes sont envisagées dans la partie Est du boulevard périphérique qui intéresse plus particulièrement l'honorable parlementaire ; dans la traversée du bois de Vincennes, de larges sections ont été entièrement couvertes et des plantations comprenant des arbres de haute tige ont été effectuées sur les talus et sur les dalles de couverture. D'autres mesures ont été prises : insonorisation de fenêtres des immeubles en fonction du niveau sonore constaté à l'intérieur des locaux, et notamment porte Chaumont, porte de Bagnolet et porte de Vincennes. Il n'a pas paru possible d'envisager l'intervention de la ville pour subventionner les propriétaires qui feraient réaliser des travaux d'insonorisation dans les immeubles leur appartenant compte tenu de la plus-value incontestable que les facilités de circulation que donne le boulevard périphérique apporte à leur propriété. En outre, au voisinage d'un important groupe d'H. L. M., un important ouvrage de couverture totale est prévu entre la rue Léon-Prapié et la rue de Noisy-le-Sec. Cette couverture, en assurant l'insonorisation, apportera en outre des surfaces supplémentaires aménageables. Il n'est pas exclu que certaines de ces mesures soient étendues à d'autres emplacements si l'importance des nuisances le révèle nécessaire. Ces travaux seront exécutés en 1972 et en 1973 en fonction des crédits dégagés. Sur un plan plus général, la réalisation du boulevard périphérique a apporté une amélioration considérable à l'aspect des lieux dans toute la partie où il est implanté dans l'ancienne zone en substituant un ouvrage neuf particulièrement soigné sur le plan architectural accompagné de plantations très importantes (plus de 10.000 arbres de haute tige, 40.000 arbustes et 35 hectares de talus gazonnés) à des terrains vagues occupés par des constructions délabrées voire même localement à de véritables bidonvilles.

Recommandations du conseil de l'Europe : pollution des mers.

10820. — M. Robert Schmitt, se référant à la recommandation n° 626 relative aux problèmes juridiques posés par la pollution des mers, adoptée par l'Assemblée consultative du conseil de l'Europe le 21 janvier 1971, demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement, si le Gouvernement est prêt à contribuer, dans le cadre du conseil de l'Europe, à la mise au point d'un projet d'accord concernant l'interdiction d'introduire certains polluants dans la mer et le contrôle nécessaire, comme recommandé au paragraphe 8 *bi* de ce texte. (Question du 4 novembre 1971.)

Réponse. — La nécessité de promouvoir une action internationale en vue de lutter contre la pollution du milieu marin n'a pas échappé au Gouvernement français. Comme le souligne la recommandation n° 626 de l'assemblée consultative du conseil de l'Europe, il apparaît en effet souhaitable que cette action internationale débouche sur des accords internationaux tendant à interdire ou à limiter le déversement dans la mer de certains produits polluants. En vue de parvenir dans les délais les plus brefs à la mise au point de tels accords, il a été jugé utile de procéder par étapes et d'orienter les négociations préliminaires de manière à distinguer à la fois les types de pollution, tellurique et pélagique, et les effets, limités localement ou non, qu'ils peuvent avoir sur le milieu marin. D'ores et déjà, cette méthode de travail a reçu l'agrément des Etats intéressés et tant au niveau de l'organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (O. M. C. I.) que

dans le cadre de la préparation de la conférence des Nations Unies sur le milieu marin, qui doit se tenir à Stockholm en juin 1972, des travaux préliminaires auxquels participent des experts français sont actuellement menés en vue de la mise sur pied d'accords tendant à lutter, au niveau international, contre la pollution de la mer. Ces initiatives n'excluent pas, notamment lorsqu'il s'agit de lutter contre des types de pollution dont les effets sont localement limités ou que le milieu marin qu'il est nécessaire de protéger présente des caractéristiques spécifiques, de parvenir à des accords bi ou multilatéraux particuliers. C'est ainsi que des négociations sont actuellement en cours en vue de parvenir, avec les Etats intéressés, à un accord, limité dans une première étape aux rejets opérés par les bateaux, tendant à lutter contre la pollution de la mer du Nord. Parallèlement, des contacts sont en train de s'établir avec le Gouvernement italien en vue de promouvoir une action concertée avec la France dans le domaine de la protection des zones côtières. Dans ce contexte qui se définit dès maintenant au niveau régional ou au niveau mondial, le cadre du conseil de l'Europe paraît difficile à retenir sans remettre en cause les travaux actuellement menés et les orientations qu'ils ont d'ores et déjà prises en accord avec les Etats intéressés, notamment ceux représentés au conseil de l'Europe.

SANTE PUBLIQUE ET SECURITE SOCIALE

Pensions de réversion (droits des enfants adoptés grands infirmes).

10548. — M. Henri Prêtre attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur le fait suivant : à l'heure actuelle, les droits à pension de réversion des enfants grands infirmes ne sont attribués qu'aux enfants nés du mariage, ou enfants naturels ou enfants reconnus, à l'exclusion des enfants non consanguins. De telle sorte que les enfants adoptés, grands infirmes, auxquels leurs parents adoptifs ont consacré tous leurs soins pendant de longues années, ne peuvent bénéficier de ces dispositions. Il lui demande quelle solution il compte apporter à cette anomalie qui favorise les enfants nés hors mariage et reconnus et lèse ceux qui sont devenus, de par la loi, des enfants légitimes. (Question du 17 juin 1971.)

Réponse. — L'honorable parlementaire a bien voulu préciser le régime en cause était celui des agents de la S.N.C.F. Il lui est indiqué qu'en vertu des dispositions de l'article 17 du règlement de retraites de la S.N.C.F. ont droit à une pension de réversibilité jusqu'à l'âge de vingt et un ans pour autant que le travailleur réunissait les conditions de durée de services requises, ces conditions n'étant pas exigées dans le cas où le décès résulte d'un accident de service : les enfants légitimes issus du mariage de l'agent ou du retraité quelles qu'aient été la date et la durée de ce mariage, les enfants naturels reconnus et les enfants légitimes adoptivement à condition que la reconnaissance ou la légitimation ait lieu avant la cessation des fonctions, les enfants adoptifs sous réserve que l'adoption soit intervenue deux ans au moins avant la cessation des fonctions. Dans le cas toutefois où cette cessation est la conséquence d'un accident survenu en service le droit est ouvert à la seule condition que l'adoption soit antérieure à l'accident. Les enfants atteints d'une maladie incurable ou d'une infirmité les rendant inaptes à tout travail rémunéré sont assimilés à des enfants mineurs. En application de ces dispositions, les enfants adoptés grands infirmes peuvent prétendre à une pension de réversibilité dans les conditions ci-dessus indiquées.

Fonds national de solidarité : plafond des ressources.

10751. — M. Roger Poudonson attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur le fait que le plafond des ressources du fonds national de solidarité ne suit pas l'évolution des salaires. Il lui demande s'il n'envisage pas de revaloriser les plafonds selon une procédure analogue à celle qui est employée pour mettre en œuvre le salaire minimum de croissance (S. M. I. C.). (Question du 30 septembre 1971.)

Réponse. — Il est difficile de soutenir que les « plafonds » de ressources au-delà desquels l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité n'est plus servie, n'évoluent pas aussi rapidement que les salaires. En effet, en prenant comme référence l'année 1962, année de publication du rapport de la commission d'étude des problèmes de la vieillesse présidée par M. Laroque, on constate que les plafonds de ressources respectivement retenus pour les personnes seules et les ménages ont relativement plus augmenté que le salaire minimum interprofessionnel garanti puis de croissance. Ainsi, en considérant qu'au 1^{er} janvier 1962, tous les éléments atteignaient l'indice 100, on s'aperçoit qu'au 1^{er} janvier 1971 le « plafond » de ressources pour les personnes seules est à l'indice 236, le « plafond » pour les ménages à l'indice 276 et

le S. M. I. C. à l'indice 215. Il apparaît ainsi que, sur une longue période, l'élevation des « plafonds » en fonction de l'évolution des salaires aurait été plus défavorable que le système actuellement retenu par le Gouvernement. Depuis le 1^{er} octobre 1971, le montant limite des ressources est de 4.900 francs pour une personne seule et de 7.350 francs pour un ménage. Le Gouvernement entend persévérer dans la voie d'un relèvement régulier et important de ces montants, notamment au cours de l'année 1972, qui sera marquée à cet égard par deux étapes : le 1^{er} janvier, les « plafonds » atteindront 5.150 francs pour une seule personne et 7.725 francs pour un ménage ; le 1^{er} octobre, ils passeront respectivement à 5.350 francs et 8.025 francs. Au cours des années suivantes, ces montants limites seront régulièrement majorés conformément aux orientations du VI^e Plan.

Aide alimentaire : procédure.

10758. — M. Pierre-Christian Taittinger demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale s'il ne conviendrait pas de faire étudier par ses services les moyens d'améliorer la procédure actuellement suivie pour réclamer aux enfants une aide alimentaire destinée à leurs parents sans ressources car il s'agit d'un problème délicat qui se pose souvent de façon très cruelle pour les personnes âgées. (Question du 5 octobre 1971.)

Réponse. — Il y a lieu d'observer que toute disposition tendant à modifier d'une manière ou d'une autre la procédure suivie pour mettre en cause des débiteurs d'aliments touche plus ou moins directement au régime légal de l'obligation alimentaire, et ne peut en conséquence être valablement prise, s'agissant du code civil et non de celui de la famille et de l'aide sociale, qu'en accord avec les services compétents de M. le garde des sceaux. Ces services procèdent actuellement à diverses études qui ont précisément pour objet d'améliorer la législation existant en matière d'obligation alimentaire.

Commerçants en grains et semences (retraites complémentaires).

10809. — M. Pierre Maille expose à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population que l'accord national du 8 décembre 1961, conclu dans le domaine des droits à retraite, exclut le très important secteur professionnel se rattachant à l'activité du commerce de détail des grains et semences. La raison invoquée en est que ledit secteur est repertorié à la Nomenclature des activités économiques (I. N. S. E. E.) sous le numéro 691-1. Il en résulte qu'un certain nombre de salariés, ayant travaillé plus ou moins longtemps chez les commerçants entrant dans cette catégorie, se voient privés de tous droits à retraite complémentaire. Il lui demande de bien vouloir, notamment dans le cadre d'une saine étude prospective des droits à retraite, reconsidérer ce problème très fréquent et à vocation générale, en permettant l'extension du champ d'application dudit accord au profit de nombreux salariés actuellement pénalisés. (Question du 28 octobre 1971, transmise pour attribution par M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale.)

Réponse. — Les régimes de retraite complémentaire du régime vieillesse des assurances sociales sont dus à l'initiative privée. Ils sont librement adoptés, soit sur le plan professionnel ou interprofessionnel, par conventions ou accords collectifs entre les organisations d'employeurs et de salariés intéressées, soit dans le cadre d'une entreprise, par accord entre l'employeur et son personnel. Le champ d'application professionnel d'un accord collectif de retraite est fixé par les organisations signataires de cet accord compte tenu de leur représentativité. Les Pouvoirs publics n'interviennent dans ce domaine que pour étendre les dispositions des conventions et accords aux entreprises comprises dans leur champ d'application professionnel, mais non affiliées aux organisations qui les ont signées. En ce qui concerne l'accord national interprofessionnel du 8 décembre 1961, tendant à la généralisation des retraites complémentaires, son texte a été assorti d'une annexe II suivant laquelle certains secteurs d'activité relevant du commerce de détail, ont été placés, temporairement en dehors de son champ d'application. C'est le cas du commerce de détail des grains et semences. Conformément aux dispositions de l'annexe III dudit accord, les partenaires sociaux des secteurs exclus ont la possibilité de provoquer leur réintégration, en formulant une déclaration d'adhésion auprès de la commission paritaire de l'accord du 8 décembre 1961. Il convient de souligner le caractère provisoire de l'exclusion admise en 1961 par les signataires de l'accord. Le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale n'a pas manqué pour ce qui le concerne d'appeler l'attention de la commission paritaire sur la situation des secteurs concernés.

Vaccin anti-grippal (remboursement).

10810. — **M. Robert Liot** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que, dans le département du Nord, le vaccin anti-grippal n'est pas remboursé au titre du régime général des salariés. Il s'étonne de cette situation, cette vaccination ayant pour but d'éviter, entre autres, des arrêts de travail par ailleurs pris en charge par la caisse d'assurance maladie, et lui demande si, dans ces conditions, il ne juge pas utile d'autoriser les caisses primaires à prendre en charge les vaccinations à moins qu'il ne préfère, le cas échéant, faire procéder à l'organisation de séances de vaccinations. (*Question du 28 octobre 1971.*)

Réponse. — Ainsi qu'il a été indiqué dans la réponse à la question écrite n° 9831 posée par M. Guislain (réponse publiée au *Journal officiel* des débats parlementaires du Sénat en date du 18 novembre 1970), les caractéristiques de la grippe ne permettent pas, pour des raisons d'ordre médical, de considérer que l'efficacité de la vaccination anti-grippale est suffisante pour la rendre obligatoire ni même la généraliser. Dans ces conditions, les caisses primaires ont été invitées à refuser la prise en charge de la vaccination au titre de l'assurance maladie et à informer les assurés sociaux de cette situation. Toutefois, les caisses primaires peuvent sur leur budget d'action sanitaire et sociale procéder à un remboursement dans les cas qui paraissent les plus justifiés et, notamment, pour les jeunes enfants et les personnes âgées. Il est également précisé que le ministère de la santé publique et de la sécurité sociale vient de décider la suppression de la vignette pharmaceutique jusqu'à présent apposé sur le conditionnement des vaccins anti-grippaux; les caisses primaires instruiront donc les demandes de prise en charge de ces vaccins dans le cadre des dispositions dérogatoires indiquées ci-dessus.

Pensions de réversion (veuves chargées de famille).

10851. — **M. Roger Poudonson** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** sur la situation des veuves qui doivent attendre d'avoir atteint l'âge de soixante-cinq ans pour avoir droit à leur pension de réversion. Bien des femmes connaissent une situation difficile; elles ont parfois des enfants qui sont encore à leur charge, si elles entendent les aider dans la poursuite de leurs études; elles rencontrent d'immenses difficultés dans la recherche d'un emploi. Il attire en outre son attention sur le fait que le taux de la pension fixé à 50 p. 100 est nettement insuffisant pour faire face aux besoins d'une femme qui doit entretenir un logement, parfois élever des enfants. Il lui demande en conséquence s'il n'entend pas prendre en considération la situation de ces veuves en leur accordant notamment la pension de réversion dès le décès de l'assuré, dès lors qu'elles sont chargées de famille. (*Question du 16 novembre 1971.*)

Réponse. — Ainsi que le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale l'a rappelé devant le Parlement au cours de débats qui ont précédé l'adoption du projet de loi portant amélioration des retraites du régime général de sécurité sociale, les conditions d'attribution de la pension de réversion ont été notablement assouplies par des mesures récentes qui témoignent de l'intérêt du Gouvernement à l'égard de veuves des assurés sociaux. Le décret n° 71-123 du 11 février 1971 a porté de 3.000 francs au niveau annuel du S.M.I.C. au 1^{er} janvier de l'année du décès (soit 7.550 francs au 1^{er} janvier 1971 et 8.195 francs au 1^{er} janvier 1972) le plafond des ressources personnelles du conjoint survivant. En outre, le décret n° 71-280 du 7 avril 1971 a supprimé la condition d'âge maximum de soixante ans de l'assuré lors de la célébration du mariage en maintenant seulement une condition de durée de l'union (deux ans au moins avant l'entrée en jouissance de l'avantage de vieillesse attribué à l'assuré ou quatre ans avant le décès). Cet effort sera poursuivi au cours des années prochaines dans le but de régler le problème très difficile des veuves. Les réformes susceptibles d'intervenir en ce domaine font l'objet d'un examen attentif, en liaison avec la caisse nationale d'assurance vieillesse, en vue notamment d'opérer un choix entre les différentes solutions proposées, compte tenu de la hiérarchie des besoins et des possibilités financières du régime.

Remboursement des médicaments.

10863. — **M. Maurice Coutrot** s'étonne auprès de **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** qu'en une période où le Gouvernement entend prendre des dispositions pour éviter des prescriptions médicales jugées par lui « excessives », le bénéfice du remboursement à 100 p. 100 puisse être retiré à des malades dont la consommation de médicaments apparaît insuffisante par rapport à leurs ressources. C'est ainsi que de nombreuses personnes, âgées pour la plupart, se sont vues obligées d'acquitter à nouveau le montant du ticket modérateur, les frais pharmaceutiques

afférant à leur maladie se révélant trop peu élevés, tel cet homme de soixante-seize ans qui, en longue maladie, vit avec un stimulateur cardiaque, ce qui, dès lors, n'implique évidemment pas un traitement médical très conséquent, ou cette femme, âgée de quatre-vingts ans et cardiaque également, dont les prescriptions médicales sont relativement modestes. Il semble aberrant de prendre de telles dispositions, d'une part, parce que le montant des prescriptions étant modique, la somme supplémentaire prise en charge par la sécurité sociale l'est également, alors qu'elle grève tout de même lourdement le budget très modeste de ces personnes âgées, d'autre part, parce qu'il y a, de ce fait, incitation à prescriptions plus importantes à un moment où, justement, existe une opposition entre le Gouvernement et les médecins qui se voient reprocher leurs « largesses » dans ce domaine. Il aimerait connaître son opinion sur l'opportunité de telles dispositions. (*Question du 17 novembre 1971.*)

Réponse. — En application du décret n° 69-132 du 6 février 1969, l'exonération du ticket modérateur est accordée aux malades atteints d'une affection inscrite sur la liste établie par le décret n° 69-133 de même date, dès l'instant que l'existence de cette affection est reconnue par le contrôle médical. A l'issue d'une première période d'exonération, dont la durée est fixée par le conseil d'administration de la caisse primaire d'assurance maladie ou le comité délégué par lui, le bénéfice de la dispense de toute participation aux frais ne peut être renouvelé que s'il apparaît sur avis du contrôle médical que l'affection nécessite encore, outre un traitement prolongé, une thérapeutique particulièrement coûteuse. En outre, les malades atteints d'une affection ne figurant pas sur la liste mentionnée ci-dessus peuvent néanmoins être admis au bénéfice de l'exonération s'il est reconnu, sur avis conforme du médecin conseil régional, que l'affection dont ils sont atteints nécessite, outre un traitement prolongé, une thérapeutique particulièrement coûteuse. Ces dispositions ont été inspirées par le souci de réserver la protection sociale accrue que représente la dispense de toute participation aux frais, aux assurés qui se trouvent obligés, du fait de la maladie dont eux-mêmes ou leurs ayants droit sont atteints, de faire face à des dépenses de soins particulièrement lourdes. A cet égard, il a été indiqué aux caisses primaires d'assurance maladie que devait être considéré comme particulièrement coûteux un traitement laissant à la charge de l'assuré un coût résiduel d'au moins 50 francs par mois. Ce chiffre a été adopté par référence au montant du ticket modérateur dont l'assuré se trouve exonéré en vertu d'autres dispositions (cas des actes affectés à la nomenclature générale des actes professionnels d'un coefficient égal ou supérieur à 50). J'ajoute que les difficultés auxquelles donne lieu l'application des décrets n°s 69-132 et 69-133 du 6 février 1969, qui fixent les conditions dans lesquelles l'assuré se voit exonéré du ticket modérateur en cas d'affection nécessitant un traitement prolongé et une thérapeutique particulièrement coûteuse, font l'objet d'une étude approfondie, en liaison avec la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés. Il convient toutefois de souligner que si le principe de l'égalité des assurés s'oppose à ce que la situation sociale des intéressés soit prise en considération en vue de l'examen du droit aux prestations légales, l'arrêté du 2 décembre 1969 modifiant l'arrêté du 21 janvier 1956 a prévu la prise en charge, au titre des prestations supplémentaires, de la participation de l'assuré dans tous les cas où l'insuffisance de ses ressources, compte tenu de ses charges familiales et des dépenses occasionnées par la maladie, le justifierait.

Recouvrement de cotisations d'assurances sociales.

10913. — **M. Robert Liot** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** que, par dépêche n° 62-928 du 7 avril 1971, il a été rappelé par ses services aux directeurs régionaux de la sécurité sociale les règles applicables en matière de calcul des cotisations de sécurité sociale dues par les personnels des hôtels, cafés, restaurants, rémunérés, en totalité ou en partie, à l'aide de pourboires. Les Unions pour le recouvrement des cotisations de la sécurité sociale et des allocations familiales (U. R. S. S. A. F.) en ont été avisées et invitées à reviser leur position en fonction de ces dispositions. Il apparaît, en conséquence, logique que lesdites U. R. S. S. A. F. se désistent devant les commissions de première instance de sécurité sociale lorsque la procédure en était arrivée à ce stade. Il l'informe que, tout au moins dans le Nord, il n'en est rien et qu'il semble que l'instruction, pourtant fort claire, diffusée par les directeurs régionaux, n'ait pas amené les services contentieux des U. R. S. S. A. F. à interrompre volontairement la procédure en cours par un désistement pur et simple. Il lui demande s'il ne juge pas utile de saisir de ce problème le directeur régional de la sécurité sociale à Lille afin d'éviter la poursuite de procédures inutiles et souvent coûteuses aux employeurs en cause. (*Question du 30 novembre 1971.*)

Réponse. — La dépêche ministérielle, en date du 7 avril 1971, rappelée par l'honorable parlementaire, visait à fixer les modalités de calcul des cotisations de sécurité sociale dues pour le personnel des hôtels, cafés et restaurants rémunéré aux pourboires. Les

arrêtés en vigueur fixent à un vingt-sixième du plafond mensuel le montant de la rémunération forfaitaire à prendre en considération pour le calcul des cotisations pour une journée de travail supérieure à cinq heures. Il en résulte que lorsqu'un employé n'a pas travaillé le mois complet chez un même employeur, soit vingt-six jours ouvrables, les cotisations peuvent être décomptées à raison d'autant de vingt-sixièmes du plafond mensuel qu'il a effectué de jours de travail dans le mois considéré. Cette règle, qui tient compte de ce que, dans la profession, l'horaire de travail est normalement de vingt-six jours par mois, doit néanmoins être tempérée pour tenir compte du fait que certaines entreprises accordent deux jours de repos hebdomadaire : le forfait reste applicable bien que les intéressés aient effectué leur temps complet de travail en cinq jours par semaine soit, pour un mois normal, en vingt-deux jours ouvrables. Mais, dans cette hypothèse, le forfait mensuel est, en cas de mois incomplet, réduit non pas d'un vingt-sixième, mais d'un vingt-deuxième par jour non travaillé. Ces dispositions ne paraissent pas avoir soulevé, dans l'ensemble, de difficultés particulières d'application. Néanmoins et pour tenir compte de la question de l'honorable parlementaire, l'attention des organismes chargés du recouvrement des cotisations est à nouveau appelée sur cette affaire.

Hôpitaux ruraux (organisation des services thermaux).

10961. — M. Raymond Boin rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale les dispositions du dernier alinéa de l'article 29 et du neuvième alinéa de l'article 44 du décret n° 58-1202 du 11 décembre 1958 qui n'ont jusqu'à ce jour reçu aucune application. En conséquence, il lui demande : 1° à quelle date doivent paraître les décrets d'application des textes susvisés ; 2° dans quelles conditions les médecins peuvent être autorisés à exercer en service de médecine thermique des hôpitaux ruraux, étant donné qu'il semble y avoir une contradiction entre le décret n° 58-1202 du 11 décembre 1958 et le décret n° 60-564 du 6 juillet 1960 réglementant les conditions d'organisation et de fonctionnement des hôpitaux ruraux ; 3° si le médecin responsable de l'hôpital rural est également responsable du service de médecine thermique, comme c'est le cas pour les services de médecine générale et de maternité ; 4° quel doit être le montant du forfait thermal dû aux médecins exerçant en service de médecine thermique d'un hôpital rural, et comment ledit forfait doit être calculé ; 5° quel sort sera réservé dans le cadre de la réforme hospitalière aux hôpitaux ruraux possédant un service thermal avec hospitalisation. (*Question du 13 décembre 1971.*)

Réponse. — Le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale fait connaître à l'honorable parlementaire que si les dispositions du dernier alinéa de l'article 29 du décret n° 58-1202 du 11 décembre 1958 n'ont pu effectivement recevoir d'application, celles du neuvième alinéa de l'article 44 du même texte ont trouvé une solution partielle, le décret n° 60-564 du 6 juillet 1960 et l'arrêté du 16 août 1960 ayant fixé d'une part les conditions d'organisation et de fonctionnement des hôpitaux ruraux, et d'autre part les interventions qui peuvent être effectuées par les médecins et sages-femmes dans les services de médecine et de maternité des hôpitaux ruraux. Par ailleurs, les cinq points particuliers soulevés dans la question écrite appellent les réponses suivantes : 1° ainsi qu'il l'a été indiqué plus haut, le cas des hôpitaux ruraux a été réglé dès 1960. Toutefois, celui des services hospitaliers réservés aux malades qui suivent une cure thermique n'a pas échappé à l'attention des services ministériels, mais il n'a pu encore recevoir de solution satisfaisante. En effet, un projet de décret relatif à l'organisation et au fonctionnement des établissements hospitaliers publics recevant des malades qui suivent une cure thermique avait été préparé au cours de l'année 1970. L'intervention de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière a contraint l'administration à en différer la publication et en a rendu une nouvelle rédaction nécessaire ; 2° à la lumière de la réglementation actuelle, il n'apparaît pas qu'il y ait de contradiction entre le décret n° 58-1202 du 11 décembre 1958 et le décret n° 60-564 du 6 juillet 1960, étant donné que jusqu'à l'intervention du texte de portée générale prévu dans les conditions ci-dessus, rien ne semblerait devoir s'opposer à ce que les médecins exerçant en service de médecine thermique des hôpitaux ruraux soient traités exactement comme leurs collègues qui assument la responsabilité du service de médecine générale ou de maternité ; 3° il apparaît que, jusqu'à l'intervention du texte réglementant l'ensemble des problèmes du thermalisme, le médecin responsable de l'hôpital rural fait office de coordinateur en application des dispositions du décret n° 60-564 du 6 juillet 1960 précité ; 4° cette question devrait être réglée par l'intervention du décret portant organisation du thermalisme. En l'état actuel des choses, seules sont applicables aux médecins exerçant en hôpital rural les dispositions des textes concernant l'organisation et le fonctionnement des hôpitaux ruraux ; 5° le problème soulevé par l'honorable parlementaire trouvera sa solution dans le cadre de la loi portant réforme hospitalière et

notamment du décret d'application sur le classement des établissements de soins comportant hospitalisation. Les aspects propres au thermalisme sont réglés par le projet de décret relatif à l'organisation et au fonctionnement des établissements hospitaliers publics recevant des malades qui suivent une cure thermique.

Retraites des médecins.

10971. — M. Marcel Guislain demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale quand les arrêtés d'application du décret n° 71-897 du 21 août 1971 seront pris. Il lui demande en outre si les médecins retraités ayant souscrit une retraite en un groupe de solidarité recevront de l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités (I. R. C. A. N. T. E. C.) le règlement de leur retraite actuellement servie par les sociétés d'assurances privées assurant les groupes de solidarité au taux franc pour franc, et à quelle indexation se réfère le taux de la retraite ? Il lui demande enfin la raison pour laquelle l'I. R. C. A. N. T. E. C. n'assure pas aux médecins temps plein et partiel une retraite en fonction du plafond maximum retenu pour les autres catégories d'assujettis à cet organisme, c'est-à-dire 9.500.000 francs, alors qu'actuellement la retraite des médecins est basée sur un salaire égal à 5.000.000 de francs environ. (*Question du 17 décembre 1971.*)

Réponse. — Il semble que l'honorable parlementaire ait entendu viser en réalité le décret n° 71-867 du 21 octobre 1971 fixant les conditions d'affiliation au régime de l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités (I. R. C. A. N. T. E. C.) de certains membres du corps médical des établissements hospitaliers publics, à l'exception des hôpitaux ruraux. Ce texte ne prévoit pas d'arrêté d'application. Mais une circulaire ayant pour objet d'explicitier les principales dispositions dudit décret et de donner toutes indications d'ordre pratique sera prochainement adressée aux préfets en vue de sa diffusion auprès des établissements hospitaliers publics concernés. En outre, en vertu des dispositions des articles 5 et 6 du décret susvisé du 21 octobre 1971, les allocations de retraite liquidées au 31 décembre 1970 au titre des contrats d'assurance-groupe seront servies gratuitement par l'I. R. C. A. N. T. E. C. à leurs bénéficiaires à compter du 1^{er} janvier 1971. Le montant de l'allocation de retraite versée par cette institution est déterminé de la façon suivante. Il est attribué à l'allocataire un nombre de points de retraite de l'I. R. C. A. N. T. E. C. égal au quotient de l'avantage servi par la société d'assurances, au 1^{er} janvier 1961 ou à la date de cessation des fonctions lorsque celle-ci est postérieure, par la valeur du point de retraite de l'I. R. C. A. N. T. E. C. à la même date. Le total de ces points de retraite est le cas échéant affecté des coefficients d'anticipation propres au régime de l'I. R. C. A. N. T. E. C. Le nombre de points de retraite ainsi obtenu est multiplié par la valeur du point de retraite en vigueur à la date d'échéance de l'allocation de retraite. Cette valeur est révisée chaque année compte tenu notamment de l'augmentation des traitements de la fonction publique. L'article 6 du décret précité du 21 octobre 1971 permet aux bénéficiaires d'une allocation de retraite dont l'entrée en jouissance est survenue entre le 1^{er} janvier 1961 et le 31 décembre 1970 d'opter pour la validation à titre gratuit par l'I. R. C. A. N. T. E. C. des services accomplis durant la période d'adhésion aux contrats d'assurance-groupe. En ce qui concerne la limitation de l'assiette des cotisations à l'I. R. C. A. N. T. E. C. prévue pour les médecins à plein temps des hôpitaux dits de deuxième catégorie, l'origine de cette mesure doit être recherchée dans un parallèle entre la situation de ces praticiens et celle des membres du personnel hospitalo-universitaire des centres hospitaliers et universitaires. Ces derniers perçoivent en activité une double rémunération : un traitement de fonctionnaires de l'Etat pour leur activité universitaire et des émoluments hospitaliers pour leur activité hospitalière. Or, en matière de retraites, la réglementation générale applicable aux fonctionnaires interdit le cumul des avantages de retraite pour une même période d'activité professionnelle ; en fin de carrière, les membres du personnel hospitalo-universitaire ne bénéficient ainsi que du seul régime de retraite de l'Etat au titre de leur activité universitaire et n'ont pas droit à une retraite du fait de leur activité hospitalière. Si les médecins à plein temps des hôpitaux de deuxième catégorie avaient été autorisés à cotiser à l'I. R. C. A. N. T. E. C. sur la totalité de leurs émoluments, ils auraient perçu des avantages de retraites supérieurs à ceux de leurs confrères à plein temps des centres hospitaliers et universitaires, alors que leur rémunération d'activité a été déterminée de manière à atteindre un niveau légèrement inférieur à la rémunération globale d'un membre de centre hospitalier et universitaire du grade correspondant. Aussi, afin de maintenir proportionnellement en matière de retraite l'écart existant entre les rémunérations d'activité, a-t-il été décidé de limiter à la moitié des émoluments hospitaliers l'assiette des cotisations à l'I. R. C. A. N. T. E. C. Toutefois, à l'expérience, il est apparu que cette limitation pouvait, dans certaines situations, défavoriser les médecins des hôpitaux dits de deuxième

catégorie, par rapport à leurs confrères des centres hospitaliers et universitaires ; en conséquence, l'assiette minimum des cotisations à l'I. R. C. A. N. T. E. C. a été portée, pour les chefs de service, au traitement brut afférent au premier chevron du groupe A des échelles-lettres de la fonction publique. Ce plancher est valable aussi longtemps que son montant est supérieur à la moitié des émoluments hospitaliers perçus par les intéressés.

M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 10988 posée le 20 décembre 1971 par **Mme Marie-Thérèse Goutmann**.

Charges sociales : cotisations patronales.

11002. — M. Robert Liot expose à **M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale** le cas d'un débitant de boissons qui occupe dans son établissement, et exclusivement à usage commercial, une femme de ménage à raison de quelques heures par semaine (en moyenne douze). Il lui précise que cette femme de ménage n'est ni nourrie ni logée. En septembre 1971, cet employeur lui a versé un salaire brut de quatre francs l'heure et c'est sur cette base qu'il a acquitté les diverses charges sociales. Il lui demande de bien vouloir lui confirmer qu'en cotisant sur cette base de quatre francs l'heure multipliée par le nombre d'heures de travail effectué dans le mois, au point de vue charges sociales, cet employeur fait bien une stricte application des lois sociales et doit se considérer en règle vis-à-vis de l'union pour le recouvrement des cotisations de la sécurité sociale et des allocations familiales (U. R. S. S. A. F.). (*Question du 28 décembre 1971.*)

Réponse. — Le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale confirme les indications données dans la réponse à la question écrite n° 10791 du 21 octobre 1971, posée par l'honorable parlementaire (Débats parlementaires n° 79 du 16 décembre 1971, p. 3151). Il ajoute que, compte tenu des précisions apportées, l'employeur dont il s'agit lui paraît avoir fait une exacte application de la réglementation en vigueur, en ce qui concerne le calcul des cotisations de sécurité sociale dues au titre de l'emploi de la femme de ménage occupée dans son établissement.

TRANSPORTS

Desserte des aéroports parisiens.

10723. — M. Pierre-Christian Taftinger demande à **M. le ministre de l'équipement et du logement** de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour améliorer la desserte terrestre des aéroports de la région parisienne dans le sens du programme prévu par la commission des transports du VI^e Plan qui a retenu un certain nombre de projets, notamment : 1° à court terme : la création de couloirs réservés aux autobus entre l'aérogare des Invalides et l'autoroute A 6 ; la création d'une desserte Société nationale des chemins de fer français régulière et fréquente entre les gares d'Orsay-Austerlitz et le pont de Rungis, avec navette par autobus vers Orly-Sud et Orly-Ouest (et raccordement ultérieur Orsay-Invalides) ; 2° à moyen terme : nécessité de construire les autoroutes de rocade A 86 et A 87 pour relier les aéroports de la banlieue et de réaliser la pénétrante A 10—A 11 vers Paris afin d'alléger le trafic sur A 6—H 6 ; la liaison Orly—Roissy par aérotrain (comportant correspondance à Joinville avec le réseau express régional) assumant une triple fonction : liaison Paris—aéroports ; correspondance entre aéroports ; accès à Roissy depuis la banlieue Sud, ou à Orly depuis la banlieue Nord. Cette liaison ne devrait pas exclure le prolongement de la ligne de métro n° 5 entre la place d'Italie et Orly et la mise en service d'un embranchement Société nationale des chemins de fer français reliant Roissy à la gare du Nord ; la création d'une liaison routière rapide G 4 entre Roissy et la ville nouvelle de la vallée de la Marne pour les employés du nouvel aéroport qui résideront préférentiellement dans cette zone. Il souhaiterait connaître en outre les délais envisagés pour la réalisation de ce plan. (*Question du 15 septembre 1971 transmise pour attribution par M. le ministre de l'équipement et du logement à M. le ministre des transports.*)

Réponse. — 1° Les couloirs réservés aux cars d'Air France : les arrêtés préfectoraux des 4 décembre 1970, 30 mars et 15 septembre 1971 ont décidé la création de couloirs réservés aux cars d'Air France entre l'aérogare des Invalides et l'autoroute A 6. Toutefois l'utilisation régulière de l'ensemble de ces couloirs par les autocars d'Air France est très récente. En effet, l'existence de chantiers de voirie, en particulier rue de la Santé, ainsi que les conditions générales de circulation en période d'été sur les différents axes permettant de rejoindre le Sud de la capitale, ont amené

la compagnie Air France à retarder jusqu'à cette époque de l'année l'utilisation de cet itinéraire en couloirs, sauf en ce qui concerne l'accès à l'autoroute A 6 à partir de la porte de Gentilly, qui est utilisé depuis sa mise en service (fin du premier trimestre 1971). Cependant quelques secteurs sont encore difficiles, notamment le boulevard Montparnasse (station de taxis) et le boulevard Raspail (postes de distribution de carburant). Sans vouloir conclure actuellement sur les bases d'une expérience trop récente, la compagnie Air France estime que ces couloirs devraient lui permettre de garantir une meilleure régulation de ses délais de parcours aux heures de pointe de la soirée. Par contre, l'utilisation de l'accès de l'autoroute A 6 à la porte de Gentilly par les cars de la compagnie Air France, bénéficiant du doublement de cette autoroute par l'autoroute H 6, a permis de constater déjà une amélioration appréciable dans l'évolution des temps de trajet : 98,2 p. 100 des parcours ont été effectués en moins de trente-cinq minutes contre 96 p. 100 en 1969 aux heures de pointe du matin, et 94,9 p. 100 contre 83 p. 100 en 1969 en moins de quarante-cinq minutes aux heures de pointe du soir. 2° La liaison Paris—Orly par la ligne Société nationale des chemins de fer français Orsay—Pont-de-Rungis : la couverture de la gare de Pont-de-Rungis par une dalle constituant une aire de stationnement est en cours de réalisation et devrait être achevée en 1972. Elle permettra de faciliter au maximum la correspondance entre la voie ferrée et les cars assurant la navette entre Pont-de-Rungis et les différentes destinations de l'aéroport d'Orly. Actuellement, la liaison Orsay—Pont-de-Rungis est assurée par des trains omnibus toutes les demi-heures en heures de pointe. Les progrès d'exploitation apportés à cette ligne devraient permettre ultérieurement la mise en service de trains semi-directs en heures de pointe ou même de trains directs en heures creuses. Enfin, la liaison des gares d'Orsay et des Invalides, qui figure sur la liste des opérations à entreprendre dans le cadre du VI^e Plan et parmi lesquelles un choix doit être fait, améliorerait encore la desserte ferrée entre Paris et Orly. 3° La liaison par autoroutes : les travaux de l'autoroute de rocade A 86 seront, sinon entièrement réalisés, du moins largement avancés au cours du VI^e Plan, dans la section située dans le Nord, l'Est et le Sud de la région parisienne. Le tracé de cette autoroute pose encore des problèmes dans l'Ouest parisien. Pour ce qui concerne l'autoroute de rocade A 87, seules les acquisitions foncières pourront être réalisées, au cours du VI^e Plan, en particulier dans le Nord et l'Est de Paris. Des études sont en cours en vue d'accélérer la réalisation de la section Palaiseau—Vanves de l'autoroute A 10 dont le financement intégral sur le budget de l'Etat paraît difficile à assurer au VI^e Plan. Mais, en attendant cette réalisation, deux raccordements autoroutiers sont de toute façon prévus pour le débouché de l'autoroute A 10 à partir de l'extrémité de la section concédée à La Folie-en-Bessin. Le premier, par l'Est, utilise les autoroutes A 6 et H 6 ; le deuxième, par l'Ouest, emprunte la voie express F 18 et aboutit au pont de Sèvres. La mise en service de ces raccordements coïncidera avec celle du premier tronçon de l'autoroute A 10, au plus tard au début de l'année 1973. 4° La liaison par aérotrain et autres projets : le projet d'une liaison par aérotrain entre Orly et Roissy a déjà fait l'objet d'études très approfondies. Le Gouvernement n'a pas cru devoir prendre, dans l'état actuel du dossier, une décision positive à cet égard. Mais ce projet n'est pas abandonné pour autant, et fera l'objet d'un nouvel examen lorsque des progrès pourront être réalisés sur certains aspects, notamment financiers, du projet primitivement élaboré. En tout état de cause, le problème de la desserte des aéroports d'Orly et de Roissy par des moyens de transport en site propre, aérotrain ou métro, continue à faire l'objet de la plus grande attention de la part du ministère des transports et une nouvelle série d'études et de consultations, notamment pour arrêter la liste complète des opérations à entreprendre au cours du VI^e Plan, est actuellement en cours.

Parking d'intérêt régional de Montreuil.

10947. — M. Jacques Duclos expose à **M. le Premier ministre** : 1° qu'un parking d'intérêt régional devant être construit devant la mairie de Montreuil, une notification officielle du 23 avril précisait que le parking tel qu'il était conçu ne se ferait pas, et qu'un nouveau projet devait être établi ; 2° qu'à la suite d'une action de protestation organisée par la municipalité avec le concours de la population, il fut décidé que le nouveau projet conserverait comme équipements, en plus du parking, la gare routière et la maison des jeunes et de la culture ; 3° qu'en conclusion de nombreuses réunions de travail, un protocole d'accord fut conclu et porté à la connaissance du conseil municipal de Montreuil le 4 mai 1971 ; 4° que ce protocole fixait très précisément les engagements de chaque partie contractante dans le nouveau projet, à savoir : le syndicat des transports parisiens, la ville de Montreuil, le département de la Seine-Saint-Denis, la Régie autonome des transports parisiens et le groupement des promoteurs ; 5° que le préfet de la Seine-Saint-Denis insista auprès de la municipalité de Montreuil pour qu'elle donne son accord au plus vite, ce qui fut fait ; 6° qu'à son grand étonnement, la municipalité a appris

que le protocole n'est pas encore signé par le syndicat des transports parisiens dont le président est le préfet de région, la raison de ce retard étant le non-déblocage de 1.200.000 francs constituant une partie de la quote-part du syndicat ; 7° que de la sorte, après douze ans d'attente, le parking d'intérêt régional de Montreuil est remis en cause du fait d'un désaccord qui existerait entre le ministère de l'intérieur et le préfet de région à propos de questions qui n'ont rien à voir avec ce parking et auraient trait à la ventilation des amendes de la région parisienne. Il lui demande en conséquence ce qu'il compte faire pour mettre un terme à une telle situation qui donne une fâcheuse impression d'incohérence et pour faire en sorte : 1° que les engagements pris par le syndicat des transports parisiens soient tenus ; 2° que les travaux puissent être entrepris dans les plus brefs délais. (*Question du 7 décembre 1971 transmise pour attribution par M. le Premier ministre à M. le ministre des transports.*)

Réponse. — Le parking d'intérêt régional de Montreuil fait partie d'un complexe immobilier à construire aux abords de la mairie de Montreuil. Un protocole d'accord a été mis au point entre toutes les parties intéressées qui sont le syndicat des transports parisiens, la ville de Montreuil, le département de la Seine-Saint-Denis, la Régie autonome des transports parisiens et le groupement de promotion de ce complexe immobilier. La participation du syndicat à la construction de ce parc est prévue dans les programmes de construction établis par le syndicat et approuvés par mes soins. Les inscriptions budgétaires correspondantes existent et les crédits de paiement nécessaires sont en place. Le conseil d'administration du syndicat, au cours de sa séance du 14 décembre 1971, a approuvé le projet de protocole d'accord. Dans ces conditions, plus rien ne s'oppose à la mise en œuvre du projet.

Transports de sciages (surcharge).

10991. — **M. Robert Schwint** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la situation particulière dans laquelle se trouvent de très nombreux transporteurs routiers de son département spécialisés dans le transfert de sciages, et soumis à un contrôle rigoureux et à une répression systématique de la surcharge. Ces surcharges involontaires proviennent, d'une part, des usages commerciaux des professions du bois, dont toutes les transactions sont basées sur le volume et non sur le poids, d'autre part, de la densité du sapin qui varie de 400 à 900 kilogrammes le mètre cube, et enfin de l'absence de moyens de pesage tant en scierie que dans le département. Il lui demande s'il n'est pas possible d'envisager une tolérance (d'environ 10 p. 100) du poids total en charge autorisé, ou de fixer une évaluation forfaitaire du poids du mètre cube de sapin (à 650 kilogrammes par exemple) ; ce qui permettrait d'apporter une solution équitable à un problème fort préoccupant pour la profession. (*Question du 20 décembre 1971.*)

Réponse. — La demande de l'honorable parlementaire, d'accorder une tolérance de surcharge d'environ 10 p. 100 du poids total autorisé en charge du véhicule (soit de 15 à 20 p. 100 de la charge utile du véhicule) ou de fixer une évaluation forfaitaire du poids du mètre cube de sapin, adressée au seul ministre des transports, relève en fait de la compétence de tous les ministres signataires du code de la route, en application duquel les surcharges sont réprimées. Sans vouloir préjuger du résultat d'une telle concertation interministérielle, il apparaît cependant peu probable que la suggestion faite puisse être retenue, en raison notamment de ses incidences sur la sécurité du personnel de conduite et des autres usagers de la route, ainsi que sur les dommages causés aux chaussées. Sur le plan de la

coordination des transports, outre que la tolérance demandée reviendrait à modifier la capacité du transport public par route, cette mesure remettrait en cause le principe de l'application du tarif obligatoire au poids réel transporté, facteur essentiel du prix de revient d'exploitation d'un véhicule. Les difficultés que rencontrent les transporteurs pour connaître le poids exact des bois qu'ils transportent sont l'objet des préoccupations constantes des services du ministère des transports, qui sont intervenus et continuent de le faire auprès des organismes représentatifs des entreprises de sciages ou d'exploitation forestière pour obtenir que celles-ci se dotent de moyens de pesage. Il importe en effet de rappeler qu'en application de l'article 9 des conditions d'application des tarifs de transports routiers de marchandises, l'expéditeur est tenu d'indiquer au transporteur le poids de la marchandise remise au transport ; ceci n'exclut toutefois pas l'obligation pour le transporteur, de limiter le chargement de son véhicule à la charge utile autorisée de celui-ci.

TRAVAIL, EMPLOI ET POPULATION

Entreprises (exercice des fonctions de délégués du personnel).

10912. — **M. Louis Courroy** expose à **M. le ministre du travail, de l'emploi et de la population** que l'article 14 de la loi du 16 avril 1946 dispose que les délégués du personnel sont reçus par la direction sur leur demande en cas d'urgence. Il lui demande si le caractère de l'urgence est laissé à l'appréciation souveraine des délégués et s'il ne serait pas souhaitable d'organiser une procédure administrative ou contentieuse dont la double mission serait, en cas de difficulté, de déterminer le caractère exact ou inexact de l'urgence de la demande de réunion des délégués, d'une part, et de mettre un terme à des méthodes de harcèlement s'exprimant par des demandes répétées de réunion des délégués, d'autre part. A cet effet, il lui signale le déséquilibre dangereux que comporte l'article 18 de la loi susvisée du 16 avril 1946 qui ne sanctionne que les employeurs pour entrave à l'exercice régulier des fonctions de délégués sans prévoir en légitime contrepartie de sanctions pour les abus de droit caractérisés de la part de certains délégués constituant une entrave au fonctionnement de l'entreprise. (*Question du 30 novembre 1971.*)

Réponse. — Il est rappelé que la délégation du personnel a été instituée en faveur des travailleurs en vue de leur permettre, par l'intermédiaire de leurs représentants, de présenter à l'employeur leurs réclamations individuelles ou collectives relatives aux conditions de travail et d'emploi. Si tel est essentiellement l'objet des dispositions de l'article 14 de la loi du 16 avril 1946, ces dispositions visent également à garantir aux délégués du personnel qu'ils seront reçus par la direction de l'entreprise chaque fois que la situation l'exigera, mais il est conforme à l'esprit de l'institution de considérer que les modalités d'application de ces dispositions doivent s'inspirer du souci de concilier le plein accomplissement de la mission des délégués avec le fonctionnement normal de l'entreprise. Il est à noter à cet égard, qu'en raison de la diversité des situations dans les entreprises, le législateur a entendu laisser aux partenaires sociaux le soin de fixer ces modalités d'application par voie d'accord. En ce qui concerne l'abus de droit que certains délégués du personnel pourraient commettre en ce domaine, il est indiqué à l'honorable parlementaire que si des cas précis à ce sujet étaient portés à la connaissance des services compétents de l'inspection du travail ces derniers pourraient intervenir dans le cadre de leur mission permanente de conciliation en vue de s'efforcer de résoudre les difficultés signalées.